

Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

La dynamique de l'emploi des
secteurs du numérique, de l'ingénierie,
du conseil, des métiers de l'événement
et de la formation professionnelle



FÉDÉRATION
SYNTEC

01

La région Sud : puissance économique, mais dépendante de son attractivité

P. 13

- P.15 Démographie, migrations et structure d'âge
- P.21 Poids économique, structure et dynamiques d'emploi

02

Le numérique, l'ingénierie, le conseil, l'événement et la formation professionnelle en région Sud

P. 35

- P.36 Un tissu dense d'entreprises et d'établissements
- P.44 L'économie des branches
- P.45 Un socle d'emploi important pour la région
- P.49 Une dynamique d'emploi bien plus forte que celle des autres secteurs
- P.54 Des profils très qualifiés, des emplois durables et rémunérateurs
- P.63 Des recrutements numériques et techniques nombreux
- P.68 Fiches sectorielles

03

Messages clés à retenir

P. 75



« Nos métiers ne sortent pas d'usine. Ils reposent sur des compétences et de l'expertise. »

Laurent Giovachini

Président de la Fédération Syntec

Cette étude confirme ce que nous observons depuis plusieurs années sur le terrain : en région Sud, le numérique, l'ingénierie, le conseil, l'événement et la formation constituent de réels moteurs de la compétitivité du territoire. Ils ne concentrent pas moins de 7,96 milliards d'euros de valeur ajoutée, emploient 98 000 salariés dans plus de 13 000 entreprises. Cela représente 27 000 emplois nets créés en sept ans — trois fois le rythme de la croissance de l'emploi régional. Qui plus est, ces secteurs interviennent comme bras armé des indispensables transitions numérique, industrielle et écologique du territoire.

Mais cette étude nous alerte aussi. Deux tiers des recrutements d'ingénieurs de R&D informatique sont jugés difficiles en région, contre six sur dix au niveau national. Ce n'est pas une pénurie conjoncturelle : c'est le résultat d'un territoire qui gagne des habitants mais perd ses étudiants, avec un solde naturel désormais négatif. Si nous ne sécurisons pas notre vivier de compétences, ce sont les schémas numériques de nos collectivités,

la décarbonation de notre industrie et la souveraineté de nos territoires sur leurs propres projets qui seront fragilisés — au profit d'une ingénierie pilotée depuis d'autres régions en France ou ailleurs ou l'étranger.

Face à ce constat, la Fédération Syntec porte trois ambitions pour la région :

- **Premièrement**, faire reconnaître notre filière comme secteur stratégique régional, avec une place actée dans les programmes instances clés (SRDEII, CREFOP...). Nous ne demandons pas une reconnaissance symbolique : nous demandons à siéger là où se décide la politique de compétences du territoire.
- **Deuxièmement**, engager avec la Région, l'État et les partenaires sociaux un plan tripartite de reconstitution du vivier : 1200 à 1500 entrées supplémentaires chaque année jusqu'en 2029 dans nos métiers en tension, dont un tiers par la reconversion d'adultes et un tiers par l'apprentissage. L'objectif est clair et mesurable : diviser par trois l'écart de tension avec la moyenne nationale d'ici 2029.
- **Troisièmement**, ouvrir réellement la commande publique de prestations intellectuelles à nos PME régionales, avec un objectif de 30 % des marchés d'ici 2029 et des règles simples (lots dimensionnés pour les entreprises de moins de 50 salariés, seuils de chiffre d'affaires raisonnables, paiement à 30 jours).

Nos métiers produisent peu de choses visibles : leur richesse est l'expertise. Pourtant, aucun grand projet, industriel, numérique, écologique ou d'aménagement, n'aboutit sans conception, ingénierie, conseil et formation. Le défi est de sécuriser ces compétences, indispensables aux priorités stratégiques de la région.

Périmètre de l'étude

Deux branches, un territoire :
cette étude éclaire l'emploi, les profils
et les besoins de recrutement des bureaux
d'études techniques et des organismes
de formation en région Sud.

Cette publication distingue systématiquement les entreprises, les établissements, les salariés et les équivalents temps plein (EQTP). Le tissu économique est présenté, puis la répartition et l'évolution des effectifs, les profils des salariés, les caractéristiques des emplois et, enfin, les besoins de recrutement.

Cette étude a été réalisée par Olecio pour la Fédération Syntec.

Bureaux d'études techniques

IDCC 1486 — numérique, ingénierie, conseil et études, métiers de l'événement, traduction

Organismes de formation

IDCC 1516 — formation professionnelle

Principales sources mobilisées

- Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516
- France Travail — offres d'emploi par métier ROME, 2010-2025
- DREETS PACA, Carif-Oref Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Insee — recensements, estimations d'emploi, comptes régionaux, ESANE, SIDE, Flores, Sirene
- Dares et France Travail — tensions sur le marché du travail en 2024, FAP 228
- Données Insee BTS 2022 croisées avec le rapport Agirc-Arrco 2025

À noter

Les millésimes et les champs statistiques comparés ne sont pas toujours strictement identiques : les mises en regard sont signalées comme indicatives lorsque c'est le cas. Les figures dont les séries détaillées ne figurent pas dans le rapport source sont marquées comme emplacements à compléter.

Numérique, ingénierie, conseil, métiers de l'événement, formation professionnelle : 7,96 milliards d'euros de valeur ajoutée et 27 000 emplois créés en Région Sud

**27 000**

emplois créés en 7 ans

7,96 M€

de valeur ajoutée

**98 000**

salariés

Les branches des bureaux d'études techniques et des organismes de formation produisent 7,96 milliards d'euros de valeur ajoutée en Région Sud, soit environ 9,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises du territoire. Elles ont créé plus de 27 000 emplois nets entre 2018 et 2025, avec une croissance de +38 %, plus de trois fois le rythme de l'emploi régional à +11 %. Avec 98 000 salariés dans 13 350 établissements, cela représente avec la construction et l'industrie, un pilier du socle productif de la Région Sud.

Cette dynamique doit être mise en regard du statut des entreprises créées. Les entreprises individuelles représentent 74,7 % des créations régionales, une proportion qui recouvre majoritairement le régime du micro-entrepreneur ; près de deux créations sur trois en relèvent, une part légèrement supérieure à la moyenne nationale, qui s'établit à 65,1 %. En 2025, les immatriculations de micro-entrepreneurs progressent de 7,8 % dans la région, contre 5,9 % en France, tandis que les créations d'entreprises individuelles classiques, désormais inférieures à une création sur dix, reculent de 5,9 %.

Dans la région, ils produisent près d'un euro de création de valeur sur dix produits



+ 6,6 %

des salariés du secteur privé marchand en PACA

+ 9,2 %

de la valeur ajoutée du secteur privé marchand en PACA

Les entreprises des secteurs du numérique, de l'ingénierie, du conseil, de l'événement et de la formation professionnelle concentrent 6,6% des salariés et 7,7% des établissements régionaux du secteur marchand, mais près de 9,2% de la valeur ajoutée des entreprises du territoire.

La filière produit ainsi de la richesse au-delà de son poids en emploi, contribuant à faire de la région un pôle tertiaire à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée.

Pour mieux apprécier l'ampleur que prennent ces activités, il suffit de mettre en perspective quelques données clés.

Les 13350 établissements du périmètre sont comparables aux 10300 établissements de l'industrie en PACA. De même, les 98000 salariés de la filière sont comparables aux 115000 de la construction.

Avec 84% de son emploi dans les services contre 80% en France, depuis plus de 30 ans la Région Sud consolide sa place parmi les économies les plus tertiaisées de France métropolitaine. Entre 1993 et 2023, la part des activités tertiaires est passée de 78,4% à 83,7%.

Les activités d'ingénierie, de conseil, d'études et de formation professionnelle s'insèrent ainsi dans un tissu dense de services aux entreprises, de pôles métropolitains et d'écosystèmes d'innovation. Ces entreprises œuvrent tous les jours auprès des administrations et sociétés clientes pour accompagner les grandes transitions à l'œuvre : numérique, sociétale, climatique et écologique.

Des emplois qualifiés, stables et au service de l'économie régionale



64,3 %

des salariés de la filière sont cadres

19,3 %

des salariés sur l'ensemble de l'emploi régional sont cadres

64,3% des salariés de cette filière sont cadres, contre 19,3% dans l'ensemble de l'emploi régional. **86,9% sont en CDI, 92,4% à temps complet.**

Dans les bureaux d'études techniques, la rémunération brute mensuelle est de 4060 € en moyenne et 3553 € en médiane. Ces chiffres soulignent **la qualité des emplois proposés**. Pour autant, le coût du logement ou encore la saturation de certains axes pèsent lourdement sur l'attractivité de nombreux postes qualifiés. Aussi, ces professionnels jouent un rôle essentiel pour accompagner la croissance du reste de l'économie. La forte progression régionale des ingénieurs de recherche et développement en électricité-électronique est ainsi, et à titre illustratif parfaitement corrélé à la croissance annuelle d'environ 3% du secteur industriel électricité-électronique.

Le numérique (40% des effectifs), l'ingénierie (35%) et le conseil ne se développent pas à côté de l'industrie régionale, ils en conditionnent la transformation.

Parmi les métiers ayant connu les plus fortes progressions dans ces entreprises, on retrouve aussi les ingénieurs du contrôle-qualité, les ingénieurs de recherche et développement des industries de transformation ou encore les experts salariés et techniciens consultants. Des métiers conjuguant compétences techniques, d'encadrement et relationnelles.

L'économie se contracte et fragilise ces secteurs, moins visibles, mais essentiels

- 48 %

d'offres en développement informatique publiées en 2025



- 61 %

d'offres en ingénierie de R&D publiées en 2025

Avec **plus de 100 000 offres d'emploi publiées les 15 dernières années sur ses 10 métiers les plus porteurs**, ces secteurs représentent un acteur majeur du recrutement régional. Pour autant, **le volume d'offres publiées s'est contracté en 2025** : -48 % en développement informatique, -61 % en ingénierie de R&D industrielle.

Toutefois, l'emploi salarié résiste mieux dans ces secteurs en PACA qu'au niveau national, la surreprésentation de l'ingénierie amortissant le choc que la conjoncture et la diffusion de l'IA font subir au conseil et au numérique notamment. Cependant **ce ralentissement intervient comme une alerte à ne pas négliger pour ne pas enrayer une dynamique vertueuse pour l'économie et l'emploi local.**

La région gagne des habitants, mais perd ses étudiants, ce qui renforce les pénuries

+ 67,5 %

des recrutements d'ingénieurs R&D informatique jugés difficiles en Région Sud*



66,7 %

des recrutements de chefs de projet SI jugés difficiles en Région Sud

Moins d'offres ne signifie pas des compétences plus faciles à trouver. En 2026, la part des projets de recrutement jugés difficiles atteint en Région Sud 67,5 % pour les ingénieurs de R&D en informatique et télécommunications (59,5 % en France) et 66,7 % pour les chefs de projet et directeurs des systèmes d'information (47,7 % au niveau national). **Le marché ne se désengorge pas, il devient plus sélectif encore** et les pénuries se concentrent sur les profils qui conçoivent, pilotent et maintiennent les systèmes de production. Ce phénomène est préoccupant dans une Région où le solde naturel est devenu négatif. La Région Sud ne croît plus parce qu'elle fait des enfants, mais parce qu'elle parvient encore à attirer.

Les jeunes en âge d'études ou de s'insérer sur le marché du travail quittent davantage le territoire qu'ils n'y entrent. Cela crée une tension de long terme pour le marché du travail. D'un côté, les générations plus âgées soutiennent des besoins économiques (santé, autonomie, logement, transport, services publics...). De l'autre, les populations jeunes et étudiantes sont stratégiques pour renouveler les effectifs. **La capacité du territoire à retenir et à attirer ses talents qualifiés s'impose comme une variable déterminante de sa trajectoire économique.** Cela devient critique pour les secteurs tertiaires à haute valeur ajoutée.

*Sources : enquête Besoins en main d'œuvre 2026, France Travail ; indicateur de tension Dares, France Travail.

Un coût de l'inaction qu'on ne peut se cacher et la nécessité d'une réponse collective

Les tensions de recrutement dans l'ingénierie, le numérique, le conseil et la formation fragilisent la conduite des projets régionaux. Cinq questions mesurent le risque, trois chantiers tracent la réponse.

→ **Qu'advient-il de la décarbonation des sites industriels régionaux** si deux projets de recrutement d'ingénieurs R&D sur trois restent difficiles à pourvoir en Région Sud ?

→ **Qu'advient-il des schémas directeurs numériques des collectivités**, de la cybersécurité des hôpitaux et des EPCI, si les fonctions de pilotage des systèmes d'information sont 19 points plus tendues ici qu'ailleurs en France ?

→ **Qu'advient-il de la capacité d'ingénierie des territoires ruraux et alpins**, si 86 % des compétences de conception se concentrent sur deux départements ?

→ **Sur quel vivier régional nos entreprises pourront-elles s'appuyer en 2035**, si le solde naturel reste négatif et que les jeunes formés ici continuent de partir se qualifier ailleurs ?

→ **Et que dire de la souveraineté du territoire sur ses propres transformations**, si la conception des projets régionaux ne peut plus être pilotée par une expertise localisée sur le territoire ?

3 chantiers prioritaires

La production de ces métiers reste peu visible : elle ne sort pas d'usine, elle repose sur l'expertise et la compétence.

Aucun projet industriel, numérique, écologique ou territorial ne se réalise pourtant sans capacité de conception, d'ingénierie, de conseil et de formation professionnelle. Le défi collectif est aujourd'hui de sécuriser la ressource humaine dont dépend l'exécution de leurs propres priorités.

1

Reconnaître la filière comme secteur stratégique régional.

Il est essentiel d'inscrire explicitement les métiers du numérique, de l'ingénierie, du conseil, de l'événement et de la formation professionnelle parmi les filières stratégiques du SRDEII (schéma régional de développement économique). Cela passe également par la représentation de la Fédération Syntec au sein des instances décisionnelles et de suivi territorial (CREFOP).

2

Engager un plan d'action pour reconstituer le vivier de compétences.

Afin de faire face aux difficultés de recrutement, la région doit viser la formation de **1 200 à 1 500 entrées supplémentaires par an pendant trois ans (2027-2029)** sur des diplômes allant du Bac+2 au Bac+5 dans l'informatique, les systèmes d'information et l'ingénierie industrielle. Ce plan reposera à parts égales sur l'apprentissage, la reconversion professionnelle des adultes

et la formation initiale. L'ambition est de résorber la pénurie de main-d'œuvre locale d'ici 2029 pour combler l'écart qui sépare la région de la moyenne nationale sur les métiers les plus sous tension (objectif : ramener l'écart de tension avec le national à moins de 3 points d'ici 2029 sur les trois métiers les plus tendus, contre 8 à 19 points aujourd'hui).

3

Sécuriser l'accès des PME régionales à la commande publique de prestations intellectuelles (objectif de 30 % des marchés attribués d'ici 2029).

L'objectif est d'attribuer 30 % des marchés publics de prestations intellectuelles aux PME de la région d'ici 2029. Pour y parvenir, une charte régionale d'achat engageant la Région, les Départements et les Métropoles prévoira trois mesures clés :

- adapter la taille des lots pour permettre la candidature des entreprises de moins de 50 salariés ;
- assouplir les exigences financières en supprimant les plafonds de chiffre d'affaires disproportionnés ;
- assurer un paiement strict à 30 jours.

La production de ces métiers reste peu visible : elle ne sort pas d'usine, elle repose sur l'expertise et la matière grise. Pour autant, aucun projet d'envergure, qu'il soit industriel, numérique, écologique ou d'aménagement du territoire, ne peut aboutir sans capacité de conception, d'ingénierie, de conseil et de formation. Le défi collectif consiste aujourd'hui à sécuriser les ressources humaines dont dépend directement la concrétisation des grandes priorités stratégiques de la région.

01

La Région Sud: puissance économique, mais dépendance à son attractivité

Thématiques abordées

- Une région en croissance, attractive pour les actifs
- Une croissance continue de la population
- Des migrations positives, mais sélectives
- Un chômage structurellement plus élevé
- Le renversement du solde naturel
- Une économie de premier plan et très tertiaire
- Une structure d'emploi plus qualifiée

Une région en croissance, attractive pour les actifs



-5 800

de solde naturel en 2025*

+0,6 %

de croissance annuelle
moyenne de la population
depuis 2007*



5,32 M

d'habitants
au 1^{er} janvier 2026*

31,9 %

de 60 ans ou plus en
structure d'âge 2026*



52 %

de femmes dans la région*

13,4 %

de 75 ans ou plus sur le
vieillessement régional*

En agrégeant les bureaux d'études techniques et les organismes de formation, le « périmètre Syntec » concentre dans la région PACA 13 300 établissements et 98 000 salariés. Cela représente 7,7 % des établissements et 6,6 % de salariés de l'activité marchande de la région.

En nombre d'établissements, ces activités dépassent l'industrie, avec plus de 13 300 établissements contre 10 300 pour ce secteur, même si l'industrie reste plus concentrée en emplois, avec environ 170 000 salariés.

En volume d'emplois, elles se rapprochent du poids représenté par la construction, avec près de 98 000 salariés contre 115 000 pour ce secteur, tout en comptant sensiblement moins d'établissements — 13 300 contre près de 20 000.

Ces ordres de grandeur soulignent le poids majeur dans l'économie régionale des activités des entreprises du périmètre Syntec. Elles constituent avec l'industrie et la construction, l'un des 3 piliers essentiels du tissu économique de PACA.

*Sources : Estimations de populations Insee 2026 ;
L'essentiel sur... Provence-Alpes-Côte d'Azur, Insee 2026.

Une croissance continue de la population

La population régionale augmente continuellement depuis 1968. Elle a gagné près de 2 millions d'habitants en 55 ans, soit une progression de 58,2 %. Cette croissance donne à la Provence-Alpes-Côte d'Azur, devenue région Sud, un poids démographique conséquent.

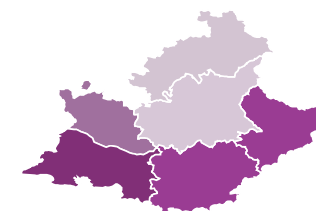
Sur le plan économique, cette croissance démographique soutient et élargit la base de demande adressée aux activités de services, en particulier portées par les entreprises des branches professionnelles des bureaux d'études techniques et des organismes de formation : conseil, formation professionnelle, accompagnement des entreprises, numérique, ingénierie...

Elle contribue aussi à une **densification du marché du travail dans les zones les plus urbaines et littorales**. La population reste aujourd'hui très concentrée dans les départements côtiers : les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Var rassemblent l'essentiel des habitants.

Cette géographie oriente fortement les besoins économiques : **les grands bassins littoraux concentrent les volumes de recrutement, tandis que les départements alpins et intérieurs sont davantage confrontés à des enjeux d'accessibilité, de mobilité et de maintien de services.**

À retenir

La région gagne des habitants depuis 1968, mais sa population reste concentrée sur le littoral : les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Var en rassemblent l'essentiel.

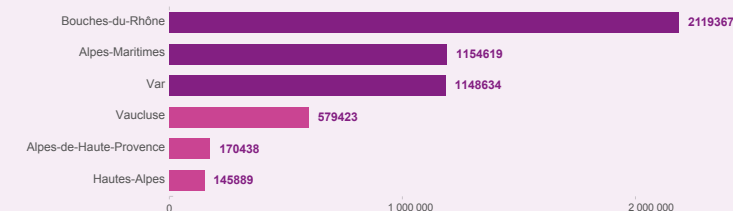


+ 58,2 %

de population entre 1968 et 2026,
soit près de 2 millions d'habitants
supplémentaires

Deux habitants sur cinq vivent dans les Bouches-du-Rhône

Population par département en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2026



Source : Insee, estimation de populations 2026.

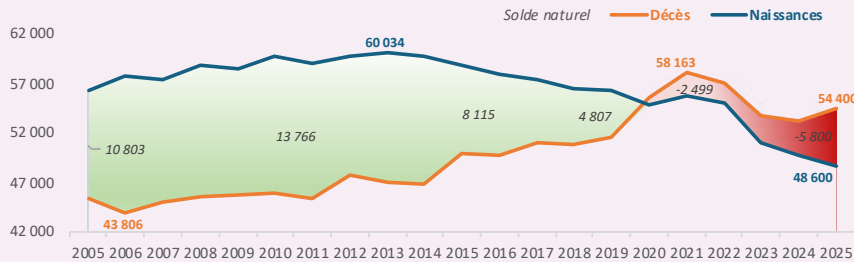
Le renversement du solde naturel change la nature de la croissance

Le recul des naissances et la hausse tendancielle des décès ont conduit les courbes à se croiser autour de 2020. Depuis, les décès dépassent les naissances.

Le phénomène n'est pas seulement conjoncturel : les naissances passent d'un niveau proche de 60 000 au début des années 2010 à moins de 50 000 en 2025, tandis que les décès se maintiennent à un niveau élevé.

En 2025, le solde naturel est estimé à -5 800 habitants. La région compense ce déficit par des arrivées nettes d'habitants. Aussi, cette dépendance aux migrations rend la trajectoire démographique plus sensible à l'attractivité résidentielle, au coût du logement, à l'emploi disponible et à la qualité de vie.

Les naissances reculent, les décès restent élevés



Source : Insee, Bilan démographique 2025. Traitement Olecio.

Une structure d'âge qui pèse sur le marché du travail

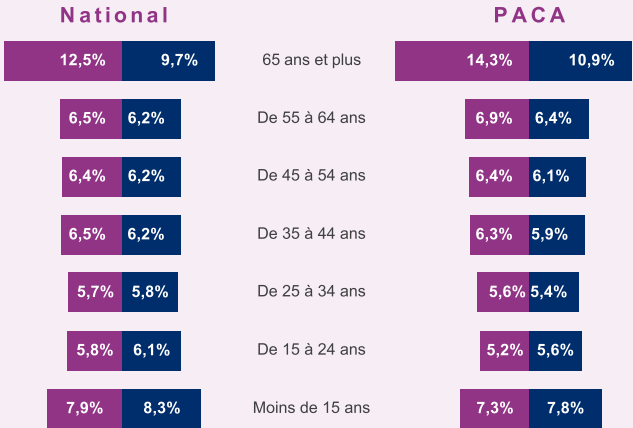
La structure de la population est marquée par le poids des seniors : **les 55 ans et plus représentent environ 38,5 % de la population** (3,6 points de plus que la moyenne nationale) et les 75 ans ou plus environ 13,4 % (2 points de plus que la moyenne nationale). Quant à la féminisation de la population, proche de 52 %, elle s'accroît avec l'âge.

Cette structure crée une tension de long terme pour le marché du travail. D'un côté, les générations plus âgées soutiennent des besoins économiques spécifiques : santé, autonomie, logement, transport, services publics...

De l'autre, les populations jeunes et étudiantes deviennent stratégiques pour renouveler les effectifs, en particulier sur les métiers qualifiés. Pour accompagner la création d'emploi au sein des secteurs stratégiques du numérique, de l'ingénierie et du conseil, la capacité du territoire à garder ses jeunes talents, mais aussi à en attirer d'autres régions est majeure.

À retenir
Depuis 2020, les décès dépassent les naissances : la croissance régionale ne tient plus qu'aux arrivées nettes d'habitants, dans une population où les 55 ans et plus pèsent 38,5 %.

Pyramide des âges en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2025



Source : Insee, Bilan démographique 2025.

Le solde migratoire devient le moteur territorial principal

La décomposition départementale confirme que **la croissance récente repose principalement sur les migrations**.

On observe que le Var est le département le plus dynamique, avec une évolution annuelle moyenne de +0,9 %, portée par un solde migratoire de +1,1 point qui compense un solde naturel négatif. Les Alpes-Maritimes suivent une logique similaire, tandis que les départements alpins progressent surtout grâce aux arrivées nettes. Les Bouches-du-Rhône se distinguent par une contribution naturelle encore positive, mais une contribution migratoire plus faible. Cela renvoie à un profil plus urbain, plus jeune et plus dense, mais aussi à des contraintes d'attractivité résidentielle différentes : logement, congestion, mobilité, coût de la vie et capacité à retenir les ménages actifs.

À retenir

Malgré deux départements avec un solde naturel positif, la croissance départementale tient essentiellement aux arrivées nettes. L'attractivité résidentielle devient de fait un déterminant direct de la main-d'œuvre disponible.

→ Départements portés par les migrations

Var, Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes : la croissance vient des arrivées nettes, le solde naturel étant négatif ou faible.

→ Les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse

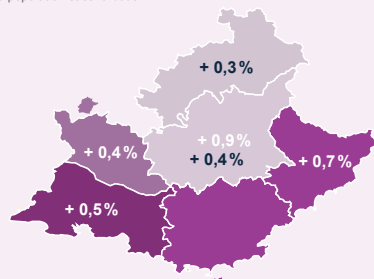
Contribution naturelle encore positive, contribution migratoire plus faible : un profil plus urbain, plus jeune et plus dense.

+ 1,1 pt

de contribution du solde migratoire dans le Var, département le plus dynamique de la région

Dans le Var, les arrivées nettes compensent un solde naturel négatif

Évolution annuelle moyenne de la population et contribution des soldes entre 2017 et 2023



Source : Insee, recensements de la population 2017 et 2023

Des migrations positives, mais économiquement sélectives

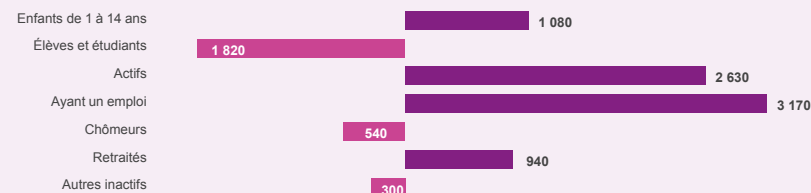
Le solde migratoire total est positif (+2 520 habitants), mais sa composition est décisive.

Le nombre d'actifs progresse, tout particulièrement celui des personnes en emploi (+3 170). Ce résultat est favorable à court terme pour **l'économie régionale qui attire des profils déjà insérés dans l'emploi capables de répondre immédiatement à des besoins en compétences des entreprises. À l'inverse, les élèves et étudiants présentent un solde négatif (-1 820).**

Ce déficit est un signal important pour les acteurs du monde économique. Si la région reste attractive pour les actifs en poste, elle tend à perdre une partie de son vivier de futurs jeunes diplômés. **La dénatalité et les migrations sortantes privent les entreprises des talents de demain et imposent des efforts conséquents pour maintenir l'attractivité des postes.**

Un solde migratoire positif, mais qui perd les jeunes en âge d'études

Solde migratoire par catégorie de population en 2021



Source : Insee, recensement de la population 2022, migrations résidentielles interrégionales, Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 148, octobre 2025.

Un déficit marqué chez les jeunes diplômés

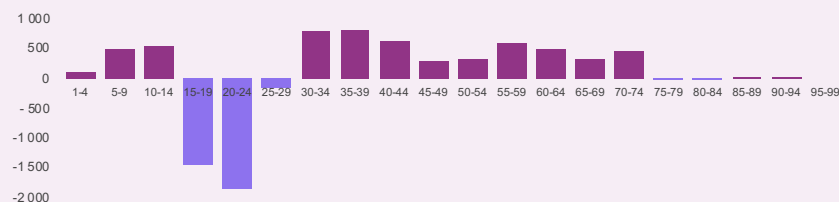
Le détail par âge est clé. Les soldes sont positifs chez les enfants et les adultes installés, deviennent nettement négatifs entre 15 et 24 ans, puis redeviennent positifs à partir de 30 ans.

La région attire des familles, des actifs plus établis et des seniors, mais perd une partie des jeunes au moment des études supérieures ou de l'entrée dans la vie active.

Ce profil a un impact direct sur la stratégie économique régionale.

La région peut bénéficier d'arrivées d'actifs expérimentés, ce qui soutient l'emploi à court terme. Mais si les jeunes quittent la région au moment de se former, les entreprises doivent davantage recruter à l'extérieur, reconvertir des profils ou investir dans des dispositifs d'alternance et de formation continue.

Une installation dans la région des 30 ans et plus



Source : Insee, recensement de la population 2022, migrations résidentielles interrégionales, Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 148, octobre 2025.

Une région de premier plan économique

La région sud bénéficie d'une économie dynamique. Avec 218 milliards d'euros de PIB en 2024, elle se situe parmi les principales régions créatrices de richesse.

Son profil est moins industriel (8% contre plus de 11% en France) que la moyenne nationale et **repose plus sur les services**, marchands et non marchands (84% contre 80% en France). La dynamique est contrastée. L'emploi salarié reste nettement supérieur à son niveau d'avant-crise et a mieux résisté qu'au niveau national, mais sa progression ralentit. Dans le même temps, le chômage remonte, la construction se replie alors que l'industrie et les services marchands sont sur une tendance récente de croissance. Cette structure constitue un **environnement porteur pour les activités du numérique, de l'ingénierie, du conseil, des études et de la formation professionnelle** : elles s'insèrent dans un tissu dense de services aux entreprises, d'activités scientifiques et techniques, de pôles métropolitains et d'écosystèmes d'innovation.



218 Md€

de produit intérieur brut (PIB) en 2024
5^e rang des régions métropolitaines

+ 3,6%
de PIB en valeur
entre 2023
et 2024, contre
+ 3,3% en France
métropolitaine

41 818 €
de PIB par habitant,
13% au-dessus
de la métropole hors
Île-de-France

Une économie dynamique, polarisée géographiquement

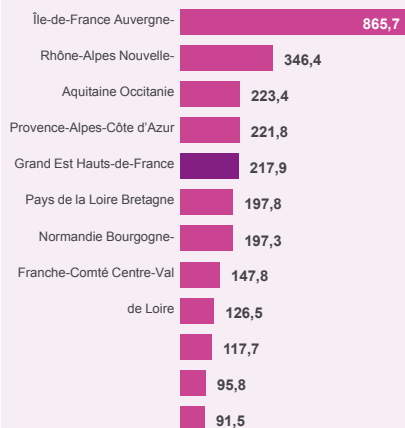
La région se classe au cinquième rang des régions métropolitaines en PIB. Elle contribue à 7,6 % du PIB de la France métropolitaine, alors qu'elle concentre 7,9 % de sa population, soit un poids économique globalement proportionnel à son poids démographique.

Son PIB est proche de celui de la Nouvelle-Aquitaine et de l'Occitanie (223 et 222 milliards), mais nettement supérieur à ceux du Grand Est, des Hauts-de-France, des Pays de la Loire, de la Bretagne ou encore de la Normandie. **Entre 2023 et 2024, le PIB régional progresse de +3,6 % en valeur, une hausse supérieure à celle observée en France métropolitaine (+3,3 %), et plus encore à celle de la France métropolitaine hors Île-de-France (+2,8 %).** La région enregistre ainsi la quatrième progression la plus élevée parmi les régions métropolitaines, derrière la Corse, +4,9 %, l'Île-de-France, +4,3 %, et la Bretagne, +3,7 %. Cette évolution témoigne d'une **dynamique économique régionale soutenue** (même si la progression du PIB en valeur intègre également l'effet de l'évolution des prix). Cette puissance économique s'accompagne d'une **forte polarisation de l'activité autour des principaux pôles métropolitains et économiques régionaux.**

Aix-Marseille-Provence, Nice Côte d'Azur, Sophia Antipolis et Toulon-Provence-Méditerranée concentrent près de 64 % des emplois régionaux, mais aussi 74 % des cadres et professions intellectuelles supérieures. Selon le SIDE (Système d'Information sur la Démographie des Entreprises), en 2023, ces pôles regroupent environ 62 % des établissements régionaux relevant de l'information-communication et des activités spécialisées, scientifiques, techniques, administratives et de soutien. Le bassin avignonnais complète cette armature économique dans l'ouest de la région, confirmant un marché régional particulièrement concentré dans certains territoires. Tous les bassins d'emploi des départements alpins intérieurs ainsi que ceux d'une partie du Var et du Vaucluse sont nettement moins contributifs à l'économie du territoire.

PIB régional comparable à la Nouvelle-Aquitaine et de l'Occitanie

Produit intérieur brut en 2024, en milliards d'euros



Source : Insee, Produit intérieur brut en 2024, données régionales.

Une richesse par habitant supérieure à la moyenne hors IDF

En 2024, **le PIB par habitant** — soit la richesse produite sur le territoire rapportée au nombre d'habitants — atteint 41 818 euros en région Sud.

Il dépasse de près de 13 % la moyenne de la France métropolitaine hors Île-de-France, qui s'établit à 37 080 euros, mais demeure inférieur d'un peu plus de 3 % à la moyenne métropolitaine, fortement tirée vers le haut par l'Île-de-France. La région se classe ainsi au troisième rang des régions métropolitaines, derrière l'Île-de-France et, de très peu, Auvergne-Rhône-Alpes, où le PIB par habitant s'élève à 41 949 euros, soit seulement 131 euros de plus.

Le PIB par emploi — soit la richesse produite rapportée au nombre d'emplois, indicateur clé de la productivité apparente du travail — confirme ce positionnement.

Il atteint 92 879 euros en région Sud, soit **6 % de plus que la moyenne métropolitaine hors Île-de-France**, fixée à 87 536 euros.

Il reste toutefois inférieur d'environ 3 % à la moyenne de France métropolitaine. Là encore, l'écart avec Auvergne-Rhône-Alpes est minime : son PIB par emploi atteint 92 972 euros, soit seulement 93 euros de plus qu'en région Sud.

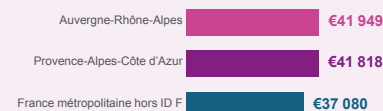


3^e

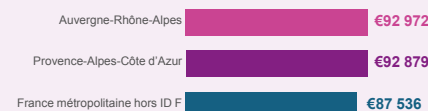
rang des régions métropolitaines pour le PIB par habitant, derrière l'Île-de-France et, de très peu, Auvergne-Rhône-Alpes

Un écart de 131 euros par habitant avec Auvergne-Rhône-Alpes

PIB par habitant, en 2024, en euros



PIB par emploi, en 2024, en euros



Source : Insee, Produit intérieur brut en 2024, données régionales. Les barres sont tracées sur une échelle propre à chaque indicateur ; la moyenne de France métropolitaine, supérieure aux deux régions, n'est pas chiffrée dans le rapport source.

PIB, niveau de vie et typologie des services : des lectures à ne pas confondre

2,3 %
ménages les plus modestes

taux de recours aux services à la personne

31,2 %
ménages les plus aisés

Le PIB par habitant ne doit pas être interprété comme une mesure directe du confort financier des ménages : pour cette question, l'Insee recommande de mobiliser le revenu disponible ou le niveau de vie. Les données régionales montrent en 2019 que le taux de recours aux services à la personne par exemple passe de 2,3 % pour les ménages les plus modestes à 31,2 % pour les plus aisés soulignant la corrélation entre revenu et capacité de consommation.

La typologie des services consommés varie également : les ménages modestes recourent surtout aux prestations répondant à des besoins essentiels liés à l'autonomie ou au handicap, tandis que les ménages aisés y ajoutent davantage des services de confort et de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Ce constat concerne les services à la personne et ne peut pas être extrapolé automatiquement aux services aux entreprises du périmètre des activités des adhérents Syntec.

Sources : Insee, « Ventiler le PIB national au niveau des régions », 2022 ; Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 153, février 2026, données Filosofi 2019.

Après un fort rebond, une stabilisation de l'emploi salarié

Au premier trimestre 2026, l'emploi salarié avait progressé de **+ 6,7 % en région Sud par rapport à son niveau de fin 2019**, contre + 4,7 % en France hors Mayotte. La région compte environ 2,026 millions d'emplois salariés.

La trajectoire s'est néanmoins aplatie. Après la forte reprise de 2021 à 2023, l'emploi régional recule légèrement au quatrième trimestre 2025 puis au premier trimestre 2026. Sur un an, il est désormais stable : **la région reste toutefois plus résiliente que les autres régions qui subissent plus fortement encore ce ralentissement économique général.**

À retenir

La région conserve deux points d'avance sur la France depuis 2019, mais la croissance de l'emploi s'est arrêtée en 2025.

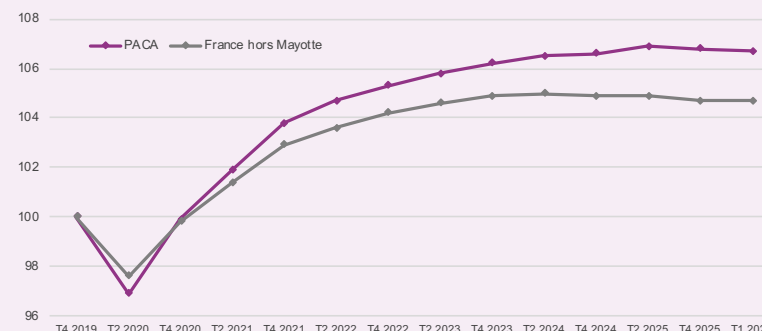


+ 2M

d'emplois salariés dans la région au premier trimestre 2026

Deux points d'avance sur la France depuis fin 2019

Évolution de l'emploi salarié depuis le quatrième trimestre 2019, en %



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee. Indice base 100 au 4^e trimestre 2019

Une économie très tertiaisée

En 2023, les activités tertiaires représentent 83,7% de l'emploi régional, contre 80,1% en France.

Le tertiaire marchand concentre à lui seul 51,6% des emplois et le tertiaire non marchand 32,1%. À l'inverse, l'industrie à 8% est plus de trois points en dessous de son niveau national. La structure socioprofessionnelle confirme cet écart, puisque les ouvriers représentent 15,9% des emplois régionaux, contre 19,3% en Auvergne-Rhône-Alpes par exemple et 18,8% en France. La région conjugue ainsi un niveau élevé de richesse par habitant et de productivité apparente du travail avec une économie davantage portée par les services que par une base industrielle et ouvrière étendue. Cette spécialisation tertiaire s'explique par le développement avancé d'un large ensemble d'activités : commerce, transports, hébergement-restauration, information-communication, activités financières et immobilières, services aux entreprises, administration, enseignement, santé et action sociale.

Elle conduit aussi à **une forte sensibilité régionale aux cycles de consommation, au tourisme et aux décisions des donneurs d'ordre tertiaires**.

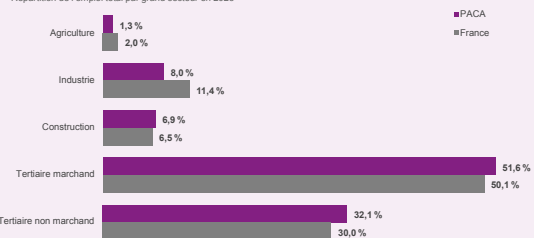
On note en conséquence également que la progression de la tertiarisation est moins forte dans la région qu'à l'échelle nationale, car la région PACA présentait déjà une économie très largement tournée vers les services en 1993. Entre 1993 et 2023, la part des activités tertiaires y passe ainsi de 78,4% à 83,7%, contre une hausse de 70,5% à 80,1% en France métropolitaine. PACA reste donc plus tertiaisée que la moyenne nationale, mais l'écart tend à se réduire, tandis que le poids de l'agriculture et de l'industrie continue de diminuer.

Les performances économiques mesurées par le PIB (cf. graphe ci-dessous) semblent donc soutenues par une structure économique nettement plus tertiaisée que celle des autres régions.

Les activités portées par les entreprises du périmètre Syntec y jouent un rôle dès lors majeur. Les métiers correspondants – ingénieurs, spécialistes du numérique, consultants, chargés d'études et formateurs... – sont analysés dans la troisième partie de la présente publication.

Un tertiaire deux points plus élevé qu'au national

Répartition de l'emploi total par grand secteur en 2023



Source : Insee, Estimations d'emploi 2023. Données en part de l'emploi total

Des trajectoires sectorielles très différenciées

Depuis 2019, **l'industrie et le tertiaire marchand hors intérim enregistrent les progressions les plus fortes**, avec plus de 8,5% de croissance au premier trimestre 2026, par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le tertiaire non marchand progresse plus modérément, tandis que la construction, après un pic en 2023, est à + 1,9% de croissance sur la même période.

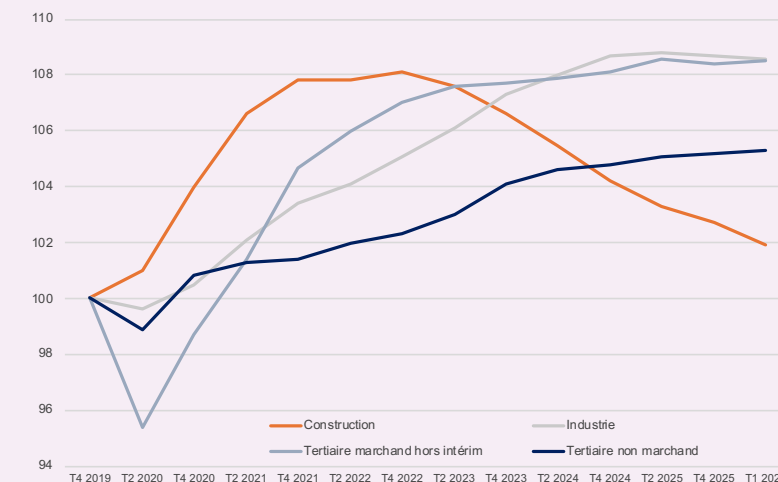
La conjoncture récente confirme cette divergence : l'emploi diminue encore dans la construction, recule légèrement dans l'industrie, se stabilise dans le tertiaire marchand et augmente faiblement dans le tertiaire non marchand. Les besoins de recrutement deviennent donc plus ciblés selon les activités, les qualifications et les territoires.

À retenir

L'industrie et le tertiaire marchand portent l'essentiel de la croissance alors que la construction, qui a connu un essor initial, subit un décrochage ces dernières années.

Le tertiaire marchand en croissance constante

Évolution de l'emploi salarié depuis le quatrième trimestre 2019, en %



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee. Indice base 100 au 4e trimestre 2019.

Un chômage structurellement plus élevé, une structure d'emploi plus qualifiée

Le taux de chômage régional s'établit à 8,5% au premier trimestre 2026, contre 8,1% en France hors Mayotte.

Il augmente de 0,6 point sur un an et retrouve son niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre 2021, après un point bas autour de 7,8% en 2024. **La moyenne régionale masque des écarts importants : le taux varie de 5,6% à Briançon à 11,6% à Avignon**, tandis qu'il est d'environ 7,5% pour les départements du Var et des Alpes-Maritimes. Ces contrastes rappellent que chômage, difficultés de recrutement et pénuries de compétences peuvent coexister lorsque les profils, les lieux de résidence et les emplois disponibles ne correspondent pas.

À retenir

Le chômage régional reste supérieur à la moyenne nationale, mais très inégal selon les bassins d'emploi.

Taux de chômage par bassin d'emploi dans la région

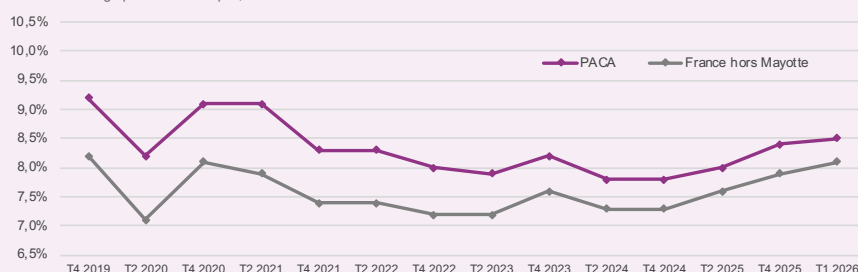


8,5%

de taux de chômage au premier trimestre 2026, contre 8,1% en France hors Mayotte

Du simple au double entre Briançon et Avignon

Taux de chômage par bassin d'emploi, valeurs extrêmes citées dans l'étude



Source : Insee, taux de chômage localisés, données trimestrielles CVS. France hors Mayotte.

Une structure de l'emploi plus qualifiée et entrepreneuriale

La part des cadres et professions intellectuelles supérieures passe de 15,8% des emplois en 2012 à 19,3% en 2023, soit une hausse de 3,5 points, proche de celle observée à l'échelle nationale, où elle progresse de 17,0% à 20,9%.

Si leur poids demeure ainsi légèrement inférieur à la moyenne française (fortement tirée par le haut par la région Île-de-France), les professions intermédiaires sont un peu plus représentées dans la région : elles concentrent 26,5% des emplois, contre 26,0% en France. Dans le même temps, la part des employés recule de 30,5% à 27,8% et celle des ouvriers de 17,8% à 15,9%. Les employés restent néanmoins plus présents qu'au niveau national, où ils représentent 25,8% des emplois, tandis que le poids des ouvriers y est plus élevé, à 18,8%.

La région se distingue nettement par le poids du travail indépendant et des profils entrepreneurs. En 2023, 17,6% des emplois y sont non salariés, contre 14,0% en France, soit un écart de 3,6 points. Cette spécificité se retrouve dans la part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, qui atteint 9,6% des emplois régionaux, contre 7,1% au niveau national. La combinaison d'une montée en qualification, d'un socle important de professions intermédiaires et d'une présence particulièrement forte de dirigeants et d'indépendants soutient **une demande importante en prestations d'expertise, de transformation numérique, d'ingénierie, de conseil et de formation professionnelle.**

À retenir

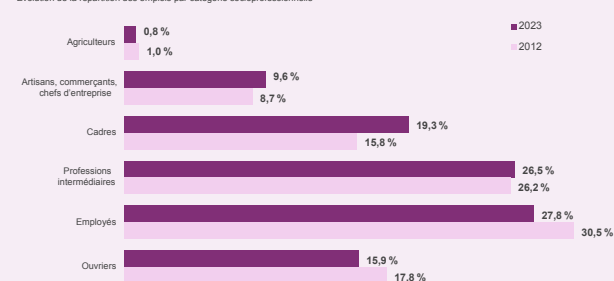
Avec la tertiarisation, une part des cadres qui augmente, tirée par le poids croissant des activités du numérique, de l'ingénierie et du conseil, notamment.

19,3%

la part de cadre en 2023, contre 15,8 en 2022

Une part de cadres qui augmente fortement en contraste avec la part d'employés

Évolution de la répartition des emplois par catégorie socioprofessionnelle



Source : Insee, recensements de la population 2012 et 2023, exploitation complémentaire au lieu de travail.

Des formes d'emploi alignées avec le national: un recul du temps partiel

En 2012, la part du temps partiel s'établissait à 17,9 % en région Sud, contre 17,4 % à l'échelle nationale; celle du temps complet s'établissant respectivement à 82,1 % et 82,6 %.

Entre 2012 et 2023, le temps partiel recule de 2,2 points dans la région, contre 1,8 point au niveau national, au profit du temps complet.

La région suit ainsi la tendance nationale, avec une baisse légèrement plus marquée qui réduit l'écart initial: en 2023, la répartition entre temps complet et temps partiel est presque identique aux deux échelles.

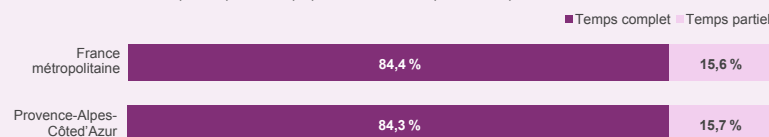


- 2,2 points

de temps partiel en PACA entre 2012 et 2023, contre - 1,8 point en France métropolitaine

En 2023, un niveau de temps complet quasi identique en PACA et en France

Temps complet et temps partiel en 2023, en part de l'emploi



Source : Insee, Recensement de la population 2012 - 2023.

...et des emplois majoritairement durables

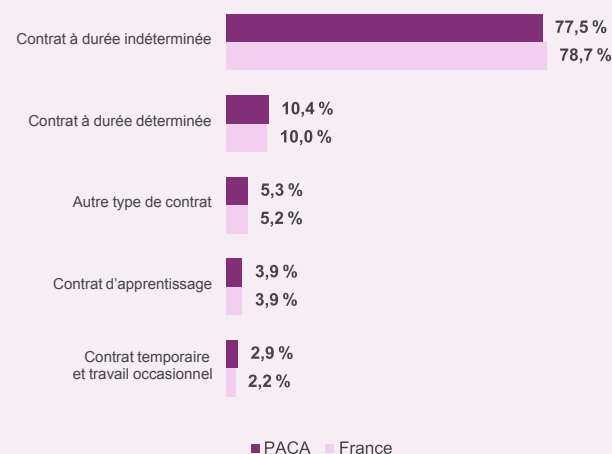
La structure des contrats de travail en PACA est très proche de celle observée à l'échelle nationale.

Dans les deux cas, les emplois stables dominent très largement: **les contrats à durée indéterminée représentent près de huit salariés sur dix, avec une part légèrement plus faible en PACA qu'en France** (77,5 % contre 78,7 %). Les contrats à durée déterminée arrivent loin derrière et affichent des proportions comparables, autour de 10 %.

Les différences restent donc limitées. On observe néanmoins en PACA une part un peu plus importante de CDD (10,4 % contre 10,0 %) et surtout de contrats temporaires ou de travail occasionnel (2,9 % contre 2,2 %), liés à la part importante d'emplois saisonniers. Cela suggère un recours légèrement plus fréquent aux formes d'emploi de courte durée dans la région, sans toutefois remettre en cause la forte similitude entre la structure contractuelle régionale et celle de la France.

En recours à travail saisonnier plus important que le reste de la France

Répartition des salariés du secteur privé par type de contrat en 2023



Source : Insee, Base Tous Salariés Postes, au 31/12, salariés appliquant un IDCC

Les services aux entreprises, le commerce-tourisme et le numérique, moteurs de l'activité entrepreneuriale

En 2025, la région Sud a enregistré 112 600 créations d'entreprises, **en hausse de 6,0 % sur un an**, contre 4,9 % en France.

Le changement d'échelle est notable depuis 2015: 57 654 entreprises avaient été créées dans la région alors, soit une progression de **+95 % en 10 ans**. Cette hausse est toutefois un peu moins rapide qu'au niveau national, où le nombre de créations a plus que doublé sur la même période (+106 %).

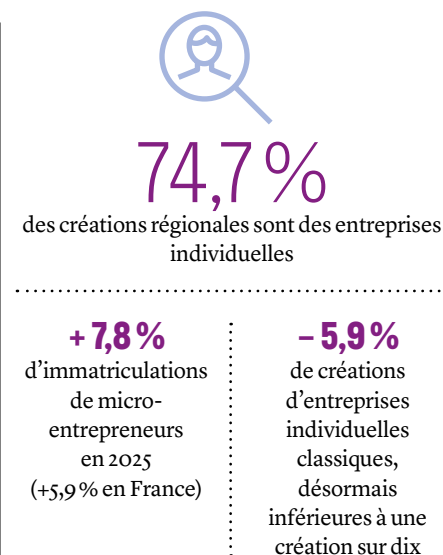
Les services aux entreprises, information-communication, finance-assurance, immobilier, activités scientifiques et techniques... regroupent 42 168 créations, soit **37 % du total régional**. Le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration en concentrent 30 587, soit 27 %. Ces deux ensembles affichent aussi les progressions les plus soutenues en 2025, respectivement +8,8 % et +8,5 %. L'information-communication, intégrant le numérique, compte 5 604 créations, soit 5 % du total.

Cette dynamique doit être mise en regard du statut des entreprises créées. Les entreprises individuelles représentent 74,7 % des créations régionales, une proportion qui recouvre majoritairement le régime du micro-entrepreneur; près de deux créations sur trois en relèvent, une part légèrement supérieure à la moyenne nationale, qui s'établit à 65,1 %.

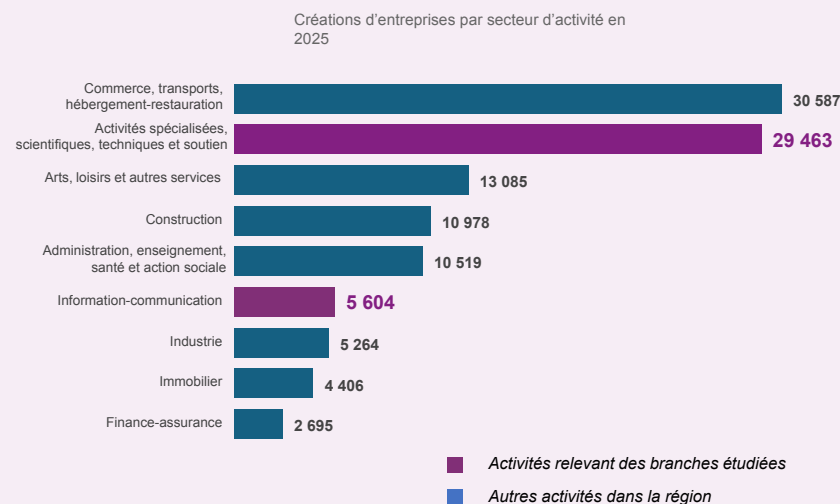
En 2025, les immatriculations de micro-entrepreneurs progressent de 7,8 % dans la région, contre 5,9 % en France, tandis que les créations d'entreprises individuelles classiques, désormais inférieures à une création sur dix, reculent de 5,9 %.

À retenir

L'économie régionale se singularise à la fois par son dynamisme dans le panorama général des régions, une forte spécialisation tertiaire, une progression durable de l'emploi qualifié et un entrepreneuriat dynamique. S'inscrivant dans un contexte de remontée du chômage, les fragilités observées sont désormais plus sectorielles: recul de la construction et dépendance marquée aux services marchands.



Deux tiers des immatriculations sur deux blocs d'activités



Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE), 2025. Champ : en violet, les secteurs de nos branches

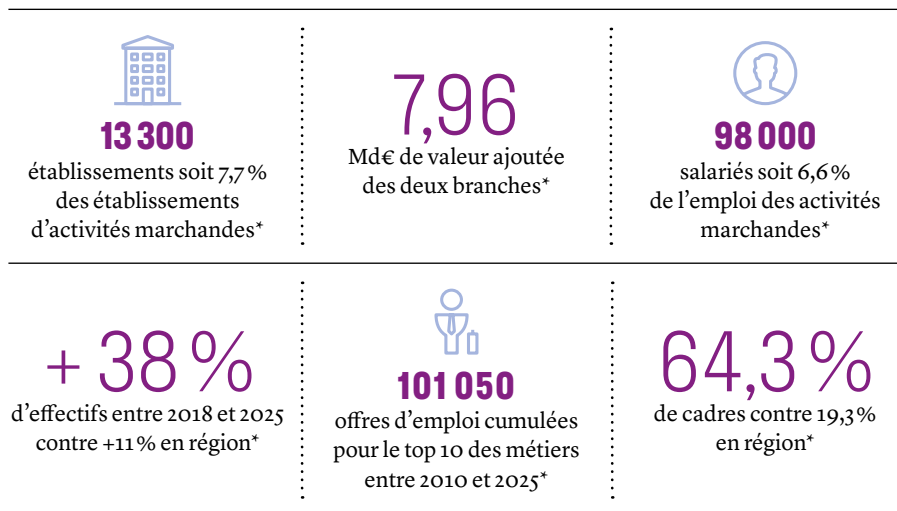
02

Le numérique, l'ingénierie, le conseil, les métiers de l'événement et la formation professionnelle en région Sud

Thématiques abordées

- Un tissu dense d'entreprises et d'établissements
- Des emplois durables et rémunérateurs
- Des profils très qualifiés
- Une dynamique d'emploi majeure
- Un socle d'emploi important pour la région
- Des recrutements numériques et techniques

Un tissu dense d'entreprises et d'établissements



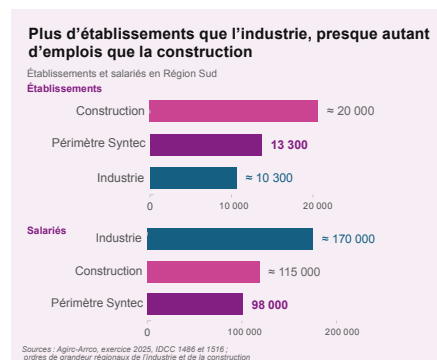
En agrégeant les bureaux d'études techniques et les organismes de formation, le « périmètre Syntec » concentre dans la région PACA 13 300 établissements et 98 000 salariés. Cela représente 7,7 % des établissements et 6,6 % de salariés de l'activité marchande de la région.

En nombre d'établissements, ces activités dépassent l'industrie, avec plus de 13 300 établissements contre 10 300 pour ce secteur, même si l'industrie reste plus concentrée en emplois, avec environ 170 000 salariés. En volume d'emplois, elles se rapprochent du poids représenté par la construction, avec près de 98 000 salariés contre 115 000 pour ce secteur, tout en comptant sensiblement moins d'établissements — 13 300 contre près de 20 000.

Ces ordres de grandeur soulignent le poids majeur dans l'économie régionale des

activités des entreprises du périmètre Syntec. Elles constituent avec l'industrie et la construction, l'un des 3 piliers essentiels du tissu économique de PACA.

*Sources : Agiro-Arroo, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, ESANE 2023 ; France Travail, offres d'emploi par m.tier ROME 2010-2025.



Une géographie des établissements plus concentrée encore que celle de la population

Rapportés aux totaux nationaux disponibles, les chiffres régionaux soulignent que **la région Sud concentre près de 8 % des entreprises françaises de la branche des bureaux d'études techniques et un peu plus de 11 % de celle des organismes de formation.**

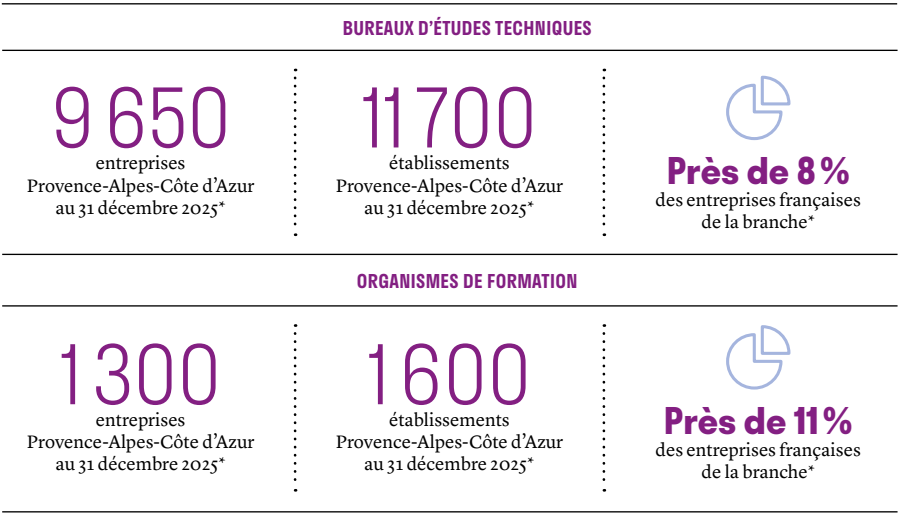
Cela représente une légère surreprésentation dès lors que l'on compare ces chiffres au poids en France de la région en PIB (7,6 %) PIB ou encore en population (7,9 %). Dans les deux typologies d'activités, on compte un peu plus de 1,2 établissement par entreprise. Cette proximité traduit des logiques d'implantation comparables : au-delà des unités juridiques, certains acteurs déploient leurs activités sur plusieurs sites, tandis que d'autres sont des implantations régionales de structures établies hors région.

➔ Voir tableau p.38

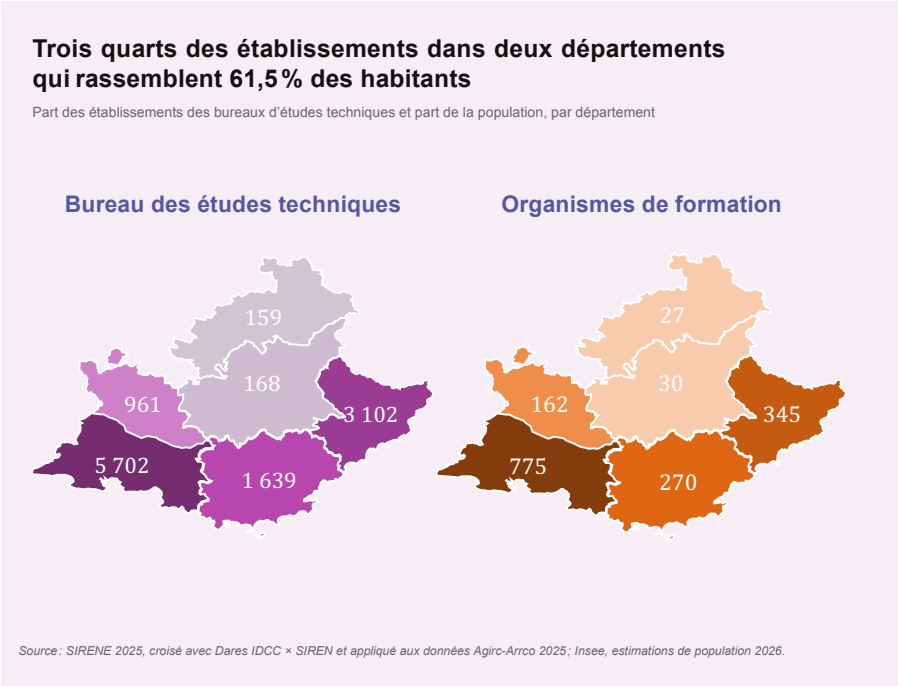
Les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes regroupent à elles seules 75,1 % des établissements de la branche des bureaux d'études techniques, alors qu'elles concentrent 61,5 % de la population régionale. Les Alpes-Maritimes sont également surreprésentées dans les bureaux d'études techniques : elles concentrent 26,4 % des établissements, contre 21,6 % des habitants. À l'inverse, le Var réunit 14,0 % des établissements de cette branche contre 21,6 % de la population, et le Vaucluse 8,2 % contre 10,9 %.

Ce phénomène de concentration est moins marqué au sein des organismes de formation, même si les Bouches-du-Rhône y restent nettement surreprésentées. La géographie des implantations reflète donc davantage la concentration des pôles économiques et métropolitains que la seule répartition des habitants.

➔ Voir cartes p.38

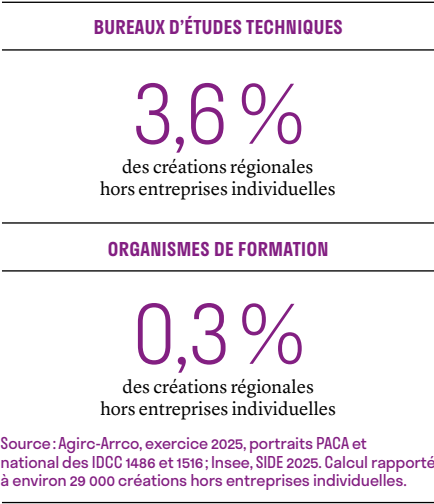


*Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516.



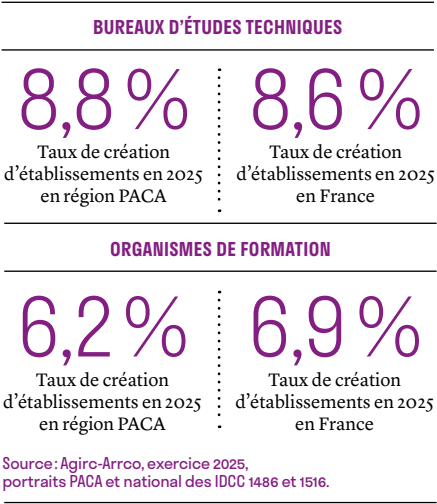
Les bureaux d'études techniques représentent l'essentiel des créations de la branche, mais une part relative du total régional

Les 1 035 créations d'établissements des bureaux d'études techniques représentent environ 3,6 % des 29 000 créations régionales hors entreprises individuelles en 2025. Les 99 créations d'organismes de formation en représentent 0,3 %. Ensemble, les deux branches pèsent ainsi près de 4 % de ce flux de créations.



Cet ordre de grandeur situe leur contribution à la dynamique entrepreneuriale régionale sans assimiler strictement les créations d'établissements de branche aux créations d'entreprises utilisées comme dénominateur de cadrage.

Une dynamique de création plus importante en PACA que dans d'autres régions pour les bureaux d'études techniques
Le taux de création des bureaux d'études techniques atteint 8,8 % en PACA, soit 0,2 point de plus qu'en France entière — 8,6 %. La région apparaît donc légèrement plus dynamique sur ce segment. Pour les organismes de formation, la situation est inverse : le taux régional s'établit à 6,2 %, contre 6,9 % au niveau national, soit un écart de -0,7 point. L'avantage régional n'est donc pas généralisé à l'ensemble de la branche : il est spécifique aux bureaux d'études techniques, tandis que la création d'établissements de formation est moins soutenue.

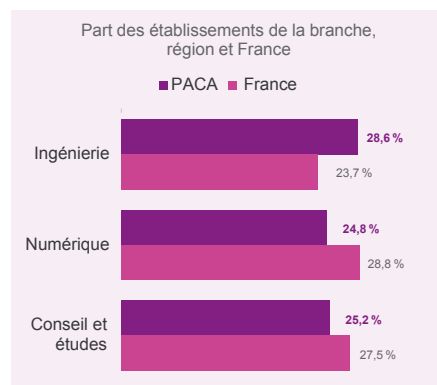


Une spécialisation régionale nettement plus marquée dans l'ingénierie

L'ingénierie constitue le premier sous-secteur régional en nombre d'entreprises et d'établissements, avec 27,6 % des entreprises et 28,6 % des établissements des bureaux d'études techniques, contre respectivement 21,7 % et 23,7 % au niveau national.

Ces écarts de +5,9 points pour les entreprises et de +4,9 points pour les établissements forment la principale spécificité du tissu régional.

À l'inverse, le numérique est proportionnellement moins représenté dans les implantations régionales qu'en France entière, 24,8 % contre 28,8 % des établissements, de même que le conseil et les études qui pèsent pour 25,2 % des établissements régionaux contre 27,5 % des établissements nationaux de la branche. Les métiers de l'événement et la traduction restent très minoritaires sur les deux périmètres considérés.



DÉTAIL DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PAR SECTEUR DE LA BRANCHE DES BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES

Numérique	Ingénierie	Conseils et études
2 400 entreprises	2 650 entreprises	2 500 entreprises
2 900 établissements	3 350 établissements	2 950 établissements
Métiers de l'évènement	Traduction	NAF hors champ conv.
150 entreprises	14 entreprises	1 930 entreprises
180 établissements	16 établissements	2 300 établissements

Source : Données Insee BTS 2022 croisées avec les données Agirc-Arrco pour l'exercice 2025.

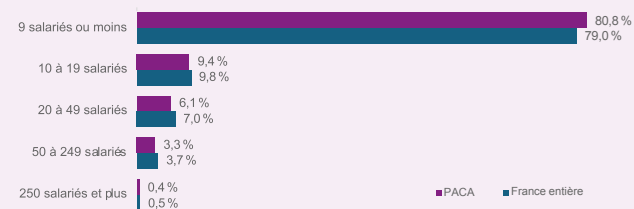
Plus de TPE dans ces secteurs en PACA qu'au national

Les établissements de 9 salariés ou moins représentent 80,8 % de la branche en PACA.

Cette part est inférieure à celle observée dans l'ensemble de l'économie régionale, où les établissements de 0 à 9 salariés atteignent 84,9 %. En ce qui concerne les structures de 50 salariés ou plus, elles pèsent 3,7 % dans la branche en PACA, contre 2,8 % dans le tissu employeur régional. La branche présente donc une structure un peu plus orientée vers les établissements de taille intermédiaire ou grande que l'économie PACA dans son ensemble.

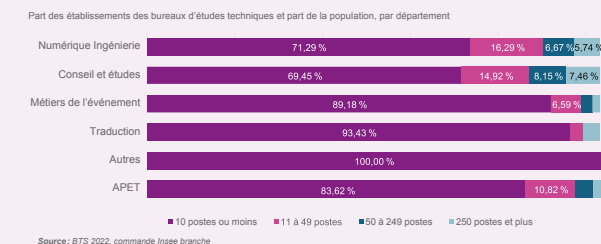
Elle reste toutefois légèrement plus atomisée que la branche au niveau national, où 79,0 % des établissements comptent 9 salariés ou moins. Le numérique et l'ingénierie se distinguent par une proportion plus faible de petites unités : les établissements de 1 à 10 postes représentent respectivement 71,3 % et 69,5 % de leurs implantations en PACA. Ces structures sont très proches des profils nationaux correspondants — 70,4 % dans le numérique et 68,8 % dans l'ingénierie. À l'inverse, le conseil et les études sont plus atomisés en PACA : 89,2 % des établissements comptent 1 à 10 postes, contre 85,2 % en France. La même spécificité apparaît dans les métiers de l'événement, avec 88,3 % en PACA contre 83,8 % au niveau national. La surreprésentation des très petites unités régionales se concentre donc surtout dans ces deux activités.

Répartition des établissements par tranche d'effectif salarié en 2025



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 regroupés ; Insee, Flores, établissements employeurs fin 2024.

Des profils de secteurs très différents



Source : BTS 2022, commande Insee branche

Une ingénierie diffuse dans le territoire et un numérique, à l'inverse, très concentré dans certains pôles économiques

À l'échelle des arrondissements, l'ingénierie apparaît comme l'activité principale dans la majorité des territoires : sa présence diffuse explique qu'elle domine la carte régionale et confirme la spécialisation de la région dans ce domaine.

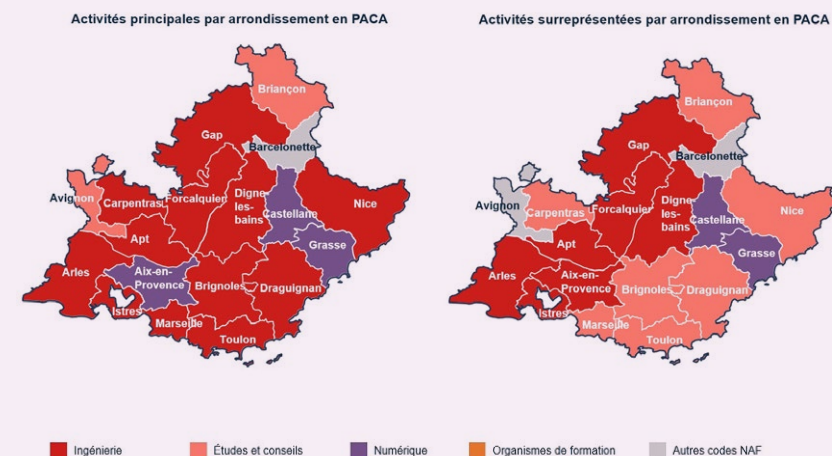
Le numérique constitue néanmoins le premier secteur en nombre de salariés pour les bureaux d'études techniques. En revanche ses emplois sont très fortement polarisés : les arrondissements d'Aix-en-Provence et de Grasse en concentrent plus des deux tiers. Cette concentration limite sa visibilité sur le reste de la carte. À l'inverse, le conseil et les études ressortent comme des spécialisations locales dans plusieurs pôles du littoral, notamment autour de Nice, Marseille, Toulon et Draguignan.

➔ Voir cartes p.43

Rapportés à l'ensemble du tissu employeur, les bureaux d'études techniques représentent 5,5% des établissements en PACA, contre 6,3% en France entière. Leur poids est donc légèrement inférieur dans la région. Les organismes de formation représentent 0,8% des établissements employeurs régionaux, contre 0,7% au niveau national : la spécificité régionale tient ainsi davantage à la formation, légèrement surreprésentée, qu'aux BET.

➔ Voir infographie p.43

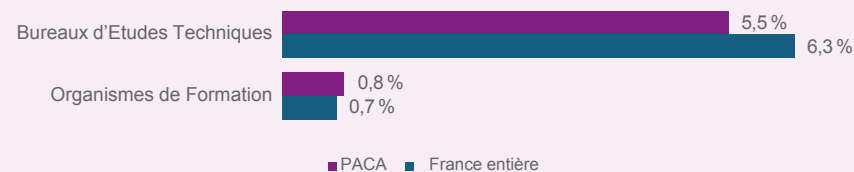
Spécialisations économiques territoriales des bureaux d'études techniques



Source : Insee, Base SIRENE, 01/01/2026

Les bureaux d'études techniques un peu moins nombreux en proportion en PACA, tandis que la formation professionnelle est légèrement surreprésentée

Part des établissements de la branche dans l'ensemble des établissements employeurs de la région



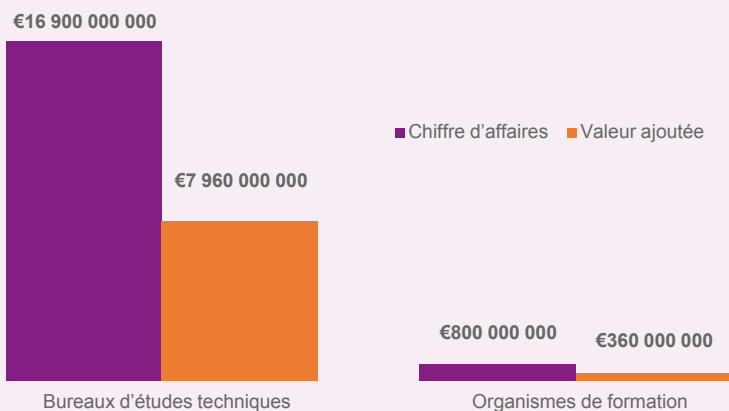
Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, Flores. Calculs sur 212 300 établissements employeurs en PACA et 2 411 570 en France entière.

Une contribution économique élevée, principalement portée par la valeur ajoutée des bureaux d'études techniques

Les deux branches ensemble génèrent 8,32 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit un ordre de grandeur équivalent à 9,2% du PIB régional.

Les bureaux d'études techniques en concentrent environ 8 milliards, soit environ 8,7% du PIB régional, contre 360 millions d'euros pour la formation, soit environ 0,5%. Cette contribution doit être rapprochée de leur poids dans l'emploi : les 89 302 salariés de bureaux d'études techniques représentent environ 6,6% des 1,5 million d'emplois salariés de l'activité marchande régionale et les 8 267 salariés de la formation professionnelle 0,5%. Ces ordres de grandeur mettent en évidence le poids économique des bureaux d'études techniques et leur forte intensité en valeur ajoutée ; les périodes et les champs statistiques comparés ne sont toutefois pas strictement identiques.

Chiffre d'affaires et valeur ajoutée des branches en PACA



Source : Insee, ESANE 2023 croisé avec Agirc-Arrco. Mise en regard avec le PIB régional 2024 et l'emploi salarié régional présentés en partie 2.

Un socle d'emploi important dans la région, très majoritairement porté par les bureaux d'études techniques

Réunis, les bureaux d'études techniques et les organismes de formation représentent **près de 100 000 salariés dans la région**, soit environ 6% des 1,5 million d'emplois salariés recensés dans la région.

L'ensemble constitue ainsi un véritable socle d'emploi à l'échelle de la région Sud, mais avec un équilibre très asymétrique : plus de neuf salariés sur dix travaillent dans les bureaux d'études techniques, contre moins d'un sur dix dans la formation professionnelle. Cette différence d'échelle conduit à distinguer les deux branches tout au long de l'analyse, sans pour autant minorer le rôle territorial essentiel mais plus diffus numériquement des organismes de formation.

Les cartes dessinent une géographie de l'emploi encore plus polarisée que celle de la population. Les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes regroupent environ 86% des effectifs cartographiés des bureaux d'études techniques, contre près de 75% pour les organismes de formation, alors que ces deux départements rassemblent environ 62% des habitants de la région. La concentration est ainsi particulièrement forte dans les bureaux d'études techniques, au voisinage des grands pôles métropolitains et technologiques. Cette différence se lit aussi dans le rapport entre les deux branches : on compte environ un salarié de la formation professionnelle pour onze salariés des bureaux d'études techniques dans les Bouches-du-Rhône et pour quatorze dans les Alpes-Maritimes, contre environ un pour cinq ou six dans les autres départements. Les organismes de formation restent plus concentrés sur le littoral, mais leur implantation est sensiblement plus diffuse et accompagne davantage les bassins de vie de l'intérieur.

➔ Voir cartes p.46

NOMBRE DE SALARIÉS EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR AU 31 DÉCEMBRE 2025

89 350
salariés dans les
bureaux d'études techniques

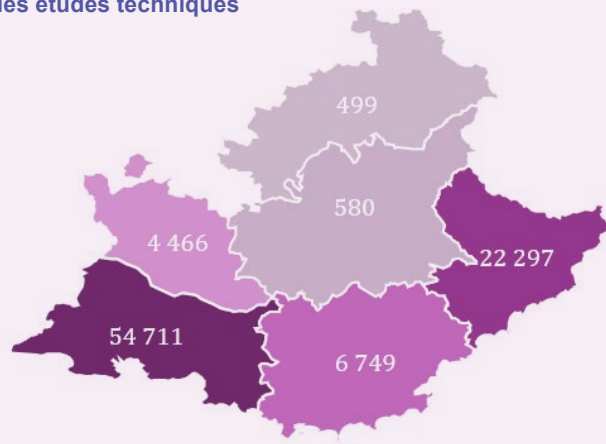
8 250
salariés dans les
organismes de formation


Près d'1/20^e
des emplois régionaux salariés
dans une des deux branches

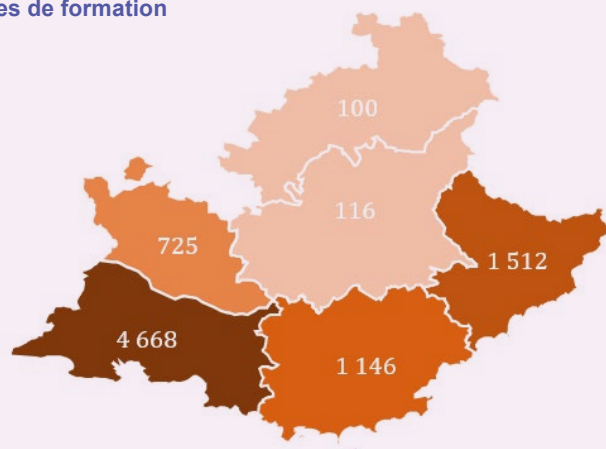
Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516

Une géographie à deux vitesses : des bureaux d'études techniques très métropolitains, une activité de formation professionnelle plus répartie sur le territoire

Bureau des études techniques



Organismes de formation



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516

Une région au tissu formatif très développé

La région Sud concentre 6,8 % des salariés nationaux des bureaux d'études techniques et 8,7 % de ceux des organismes de formation. L'écart paraît limité, mais il modifie la lecture : relativement à son équivalent national, la région occupe une position plus affirmée encore dans la formation professionnelle que dans les bureaux d'études techniques. Dans l'économie régionale, la lecture est autre : les bureaux d'études techniques représentent 4,4 % des emplois salariés régionaux, contre 0,4 % pour la formation professionnelle. La région conjugue donc un très grand socle d'emploi dans les bureaux d'études techniques et une spécialisation nationale plus marquée en proportion dans la formation professionnelle.

BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES

5,5 %

de l'emploi salarié privé régional dans les bureaux d'études techniques

ORGANISMES DE FORMATION

0,5 %

de l'emploi salarié privé régional dans les organismes de formation

Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516.

Les deux branches totalisent 75 515 équivalents temps plein (ETP) : 70 332 dans les bureaux des études techniques et 5 183 dans les organismes de formation. La PACA représente respectivement 6,7 % et 8,7 % des ETP nationaux de ces branches, ce qui confirme les différences de poids observées dans les effectifs salariés. Le volume de travail par salarié est toutefois plus faible dans la formation professionnelle. Le rapport entre ETP et effectifs salariés atteint 78,8 % dans les bureaux des études techniques, contre 62,7 % dans les organismes de formation. Il faut donc distinguer le nombre de salariés du volume de travail correspondant. Ces ratios sont très proches des références nationales : le contraste entre les branches ne constitue donc pas une particularité régionale.



75 515

équivalents temps plein (ETP) dont

70 332

bureaux des études techniques

5 183

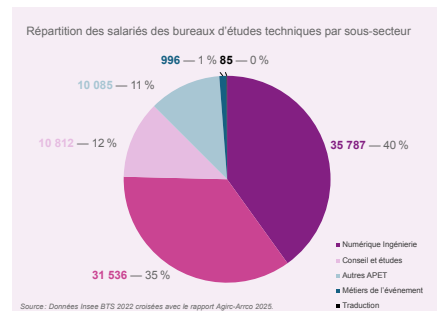
organismes de formation

Une spécialisation régionale particulièrement marquée dans l'ingénierie

Le numérique demeure le premier employeur au sein de la branche des bureaux d'études techniques en région Sud, avec 40 % des salariés, mais l'ingénierie le suit de près à 35 %.

Ensemble, ces deux activités concentrent les trois quarts des effectifs, soit 6 points de plus que la branche au national, et donnent à la branche régionale un profil très technico-scientifique.

À périmètre comparable sur les quatre grands secteurs, l'ingénierie représente près de 40 % des salariés en région, contre environ 30 % au niveau national, soit une nette surreprésentation dans la région ; le numérique pèse pour environ 45 % des effectifs en PACA contre 51 % au national, et le conseil et les études environ 14 % en PACA contre 19 % au national. La spécificité régionale s'affirme par la coexistence de deux piliers importants : le numérique et, plus encore qu'ailleurs, l'ingénierie. L'événement et la traduction occupent des volumes plus resserrés.



RÉPARTITION DES SALARIÉS DES BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES PAR SOUS-SECTEUR

Numérique 35 800 salariés (40 % des salariés)	Ingénierie 31 550 salariés (35 % des salariés)	Conseil et études 10 800 salariés (12 % des salariés)
Métiers de l'événement 1 000 salariés (1 % des salariés)	Traduction 85 salariés (0 % des salariés)	NAF hors champ conv. 10 100 salariés (11 % des salariés)

Source : Données Insee BTS 2022 croisées avec le rapport Agirc-Arrco 2025

Près de 27 000 emplois créés en sept ans

Entre 2018 et 2025, les deux branches ont permis de créer 27 000 emplois dans la région et leurs effectifs cumulés progressent d'environ 38 %, contre près de 11 % pour l'emploi régional dans son ensemble.

Le rythme est donc plus de trois fois supérieur, ce qui place ces activités parmi les moteurs les plus visibles de la création d'emplois du territoire sur la période. Cette dynamique est principalement portée par les bureaux d'études techniques, dont les effectifs progressent presque continuellement jusqu'en 2024.

2025 marque toutefois une inflexion : les bureaux d'études techniques se stabilisent, tandis que les organismes de formation, après un point haut en 2022, reculent pour la troisième année consécutive. Le message de long terme reste très favorable, mais la fin de période invite à distinguer la croissance structurelle de la conjoncture récente.

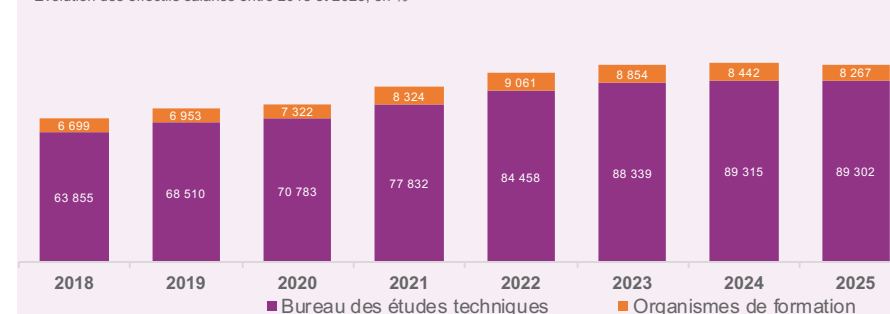


27 000

emplois créés par les deux branches
entre 2018 et 2025

Un rythme plus de trois fois supérieur à celui de l'emploi régional

Évolution des effectifs salariés entre 2018 et 2025, en %



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516, projetés sur les données Acofos pour les années 2018-2024.

Une performance régionale visible dans les deux branches

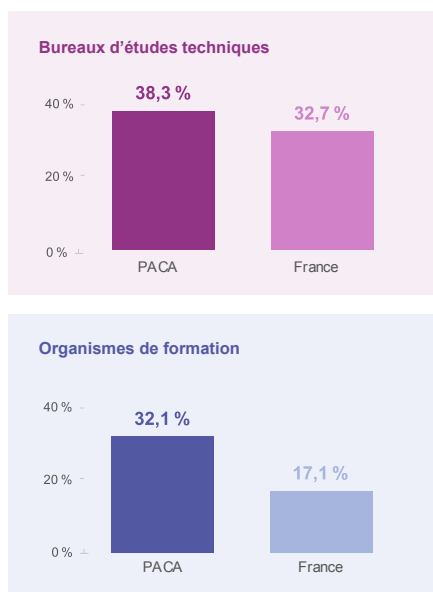
Les données soulignent un dynamisme plus marqué encore dans ces branches en région Sud que dans les autres régions.

38,3 % en PACA contre 32,7 % en France entière pour les bureaux d'études techniques, et 32,1 % contre 17,1 % pour les organismes de formation. Dans la formation professionnelle, la progression régionale ressort ainsi à près du double de celle observée au niveau national. Cette tendance confirme une trajectoire régionale particulièrement dynamique sur l'ensemble de la période, même si elle se tasse en fin de période.

À retenir

Le message de long terme reste très favorable, mais la fin de période invite à distinguer le socle de croissance accumulé de la conjoncture la plus récente.

Croissance des effectifs salariés
entre 2018 et 2025, région et France entière



Source : Fichier « Indicateurs important.xlsx » transmis, séries d'effectifs par IDCC 2018-2025 ; source primaire non renseignée dans le fichier.

Une croissance portée par un noyau de compétences techniques, d'expertise et d'encadrement

Les plus fortes progressions en emploi se concentrent sur des fonctions de contrôle-qualité, de recherche et développement, de conseil et d'études.

Les ingénieurs contrôle-qualité enregistrent la hausse la plus spectaculaire, tandis que les ingénieurs de R&D des industries de transformation et les experts salariés ou techniciens consultants confirment le rôle des compétences techniques dans la dynamique régionale. La présence des chefs d'entreprise de services de 10 à 49 salariés s'inscrit elle aussi dans une évolution plus large du tissu économique : selon les éléments complémentaires transmis, la tranche des structures de 10 à 49 salariés gagne près de deux points sur la période.

MÉTIERS AFFICHANT LES PLUS FORTES CROISSANCES D'EFFECTIFS EN PACA — BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES, 2018-2023

1

Ingénieurs du contrôle-qualité
(plus forte hausse sur la période)

2

Chefs d'entreprise de services
employant de 10 à 49 salariés

3

Ingénieurs de recherche
et développement des
industries de transformation

4

Experts salariés et
techniciens consultants

5

Cadres chargés d'études
économiques, financières
et commerciales

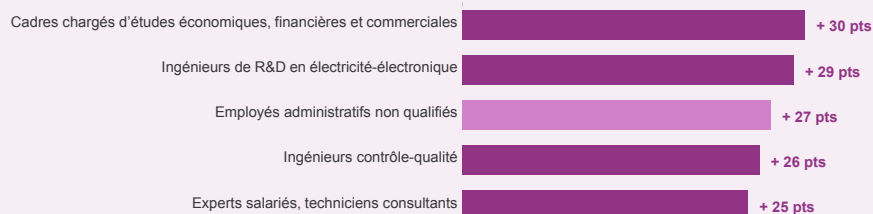
Source : Insee, BTS 2018-2023

Des écarts régionaux qui font écho aux transformations industrielles du territoire

Les cadres chargés d'études économiques, financières et commerciales et les ingénieurs de R&D en électricité-électronique affichent les écarts les plus marqués avec la tendance nationale.

Le second résultat prend un relief particulier dans le contexte régional : il intervient parallèlement à une progression annuelle d'environ 3 % du secteur électrique-électronique de la métallurgie en Région PACA. Cette concomitance ne suffit pas à établir un lien de causalité, mais elle met en évidence la proximité entre la transformation de l'appareil industriel et le développement des activités d'ingénierie, de R&D et d'expertise qui l'accompagnent. La progression des fonctions administratives de support montre également que l'expansion ne concerne pas seulement les métiers techniques au sens strict.

Plus forts écarts de croissance des métiers entre PACA et la France — bureaux d'études techniques, 2018-2023



Source : Insee, BTS 2018-2023 ; éléments complémentaires transmis par Olecio, courriel du 24 juillet 2026, pour la mise en perspective sectorielle.

Dans la formation professionnelle, les fonctions cœur de métier progressent davantage qu'au niveau national

Les cadres spécialistes de la formation professionnelle et les formateurs ou animateurs de formation continue progressent plus vite en région Sud qu'en France, avec des écarts respectifs de +15,5 et +14,5 points.

L'avantage régional touche donc bien les fonctions pédagogiques et de pilotage qui se situent au cœur de l'activité. Ces écarts sont toutefois moins spectaculaires que certaines évolutions observées dans des fonctions de support, dont les effectifs portaient de niveaux très faibles.

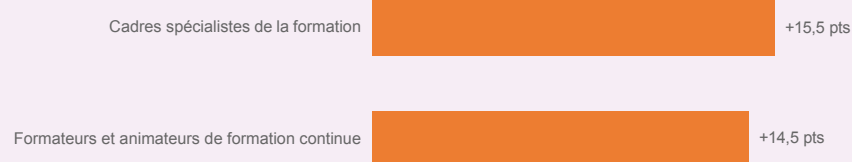
Une croissance qui déborde le cœur pédagogique et élargit les fonctions de support

L'apparition ou le développement rapide d'assistants en publicité et relations publiques, de professions intermédiaires commerciales et de chefs d'entreprise de services montre que la croissance ne se limite pas aux seuls métiers de la formation professionnelle. Ces fonctions, qui atteignent environ 200 à 250 salariés en 2023 à partir de volumes très faibles, suggèrent un renforcement des capacités commerciales, de communication et de pilotage des organismes. La branche contribue ainsi à créer des emplois qui ne sont pas exclusivement pédagogiques et diffuse sa dynamique vers des fonctions plus transversales. Les niveaux de départ étant très réduits, les volumes absolus restent toutefois plus pertinents que les taux de croissance pour apprécier l'ampleur réelle de cette diversification.

👉 Voir infographie ci-dessous

👉 Voir infographie p. 52

Écart de croissance des principaux métiers de la formation professionnelle entre PACA et la France — organismes de formation, 2018-2023



Source : Insee, BTS 2018-2023 .

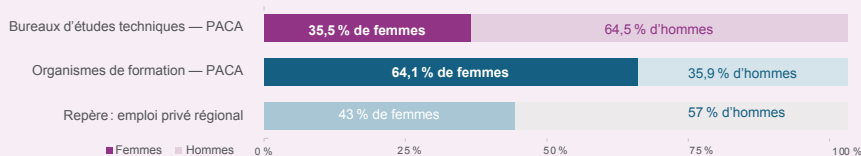
Deux univers professionnels très contrastés en matière de mixité

Les deux branches présentent des profils presque inversés en termes de féminisation.

Les femmes représentent 35,5% des salariés des bureaux d'études techniques en région Sud, soit 0,8 point de moins que dans la branche au niveau national et 7,5 points de moins que la référence de 43% pour l'emploi privé régional. À l'inverse, elles représentent 64,1% des salariés des organismes de formation, soit 1,8 point de plus que la référence nationale de la branche et 21,1 points de plus que le repère régional.

Le contraste ne tient donc pas à un simple écart marginal : il oppose un univers des bureaux d'études techniques encore fortement masculinisé à une activité de formation majoritairement féminine. La comparaison nationale montre que la région Sud reste proche de la structure de chaque branche, tout en accentuant légèrement la féminisation de la formation professionnelle.

Répartition des salariés par sexe au 31 décembre 2025



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516

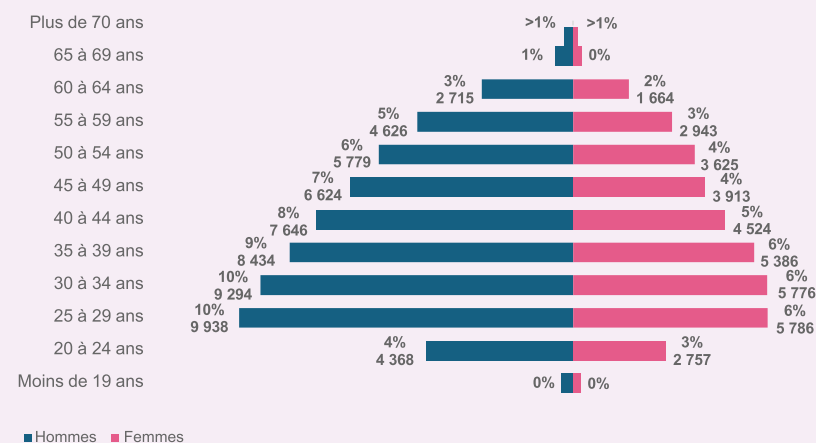
Des pyramides d'âge très similaires entre femmes et hommes

Au-delà de leurs volumes très différents, les profils d'âge affichés pour les femmes et les hommes sont remarquablement proches.

Les moins de 25 ans représentent 7,8% des hommes et 8,1% des femmes; les 25-54 ans, 78,8% et 78,4%; les 55-64 ans, 12,1% et 12,4%. La même proximité apparaît dans l'ensemble des actifs en emploi de la région, où les 25-54 ans représentent 72,2% des hommes et 72,6% des femmes.

La présence des femmes se maintient donc dans les classes d'âge correspondant aux milieux et fins de carrière dans des proportions comparables à celles des hommes : le graphique ne fait pas apparaître de décrochage spécifique selon le sexe avec l'avancée en âge. Il ne permet toutefois pas, à lui seul, de conclure sur l'accès aux postes d'encadrement ou sur la progression de carrière; une ventilation croisant sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle serait nécessaire.

Des pyramides d'âge très similaires entre femmes et hommes



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516; Insee, actifs ayant un emploi par sexe et âge.

Une branche davantage centrée sur les 25-54 ans que l'emploi régional, mais un peu plus âgée que son équivalent national

Les 25-54 ans représentent 78,6 % des salariés de la branche, contre 72 % des actifs ayant un emploi en région Sud. À l'inverse, les 55-64 ans pèsent 12,3 % dans la branche, contre 19 % dans l'emploi régional.

Cette spécificité est d'autant plus notable que la PACA est, sur le plan démographique, un peu plus âgée que la moyenne nationale : les 65 ans et plus y représentent 25,2 % de la population, contre 22,2 % en France.

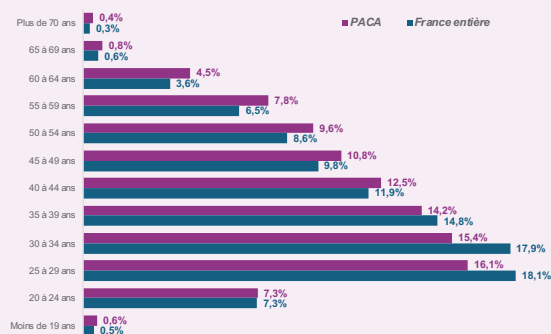
Autrement dit, dans une région globalement vieillissante, la branche se distingue par un profil d'âge plus dynamique. Cela confirme **le caractère nettement plus jeune de la branche au sein de l'économie régionale**.

Il convient également de noter que les classes les plus jeunes restent légèrement moins présentes : les catégories de moins de 19 ans et de 20 à 24 ans totalisent environ 7,9 %, à rapprocher des 9 % d'actifs en emploi âgés de 15 à 24 ans dans la région, avec des bornes d'âge qui ne sont pas strictement identiques.

La branche est donc plus concentrée sur les âges de cœur de carrière que l'économie régionale dans son ensemble.

Par rapport au niveau national, le profil de la branche est néanmoins plus seniorisé : les 25-29 ans et les 30-34 ans sont moins représentés en région Sud, tandis que plusieurs classes à partir de 40 ans y occupent une place plus importante. La faible part des moins de 25 ans est cohérente avec des métiers souvent accessibles après des études supérieures, sans que cette simple corrélation suffise à démontrer le lien avec le niveau de qualification des salariés de la branche.

Des effectifs plus équilibrés en âge qu'au niveau national



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, actifs ayant un emploi par âge.

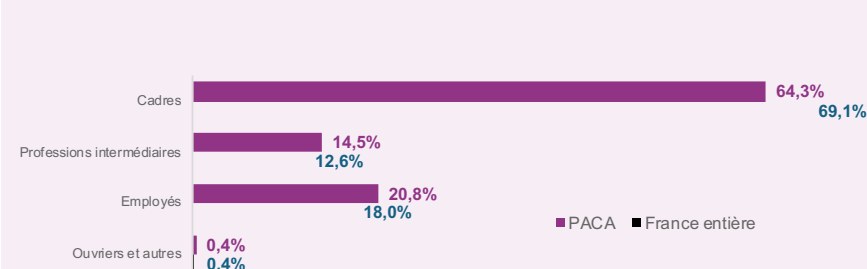
Un socle de cadres très supérieur à celui de l'économie régionale

Les cadres représentent 64,3 % des salariés de la filière en région Sud, soit plus de trois fois leur poids dans l'ensemble de l'emploi régional, où ils comptent pour 19,3 %.

Cette comparaison confirme **l'intensité des besoins en profils qualifiés des secteurs Syntec ainsi que leur place toute particulière dans une économie régionale très tertiarisée**.

La part des cadres reste néanmoins inférieure à celle observée dans la branche au niveau national, 69,1 %, tandis que les professions intermédiaires et les employés sont un peu plus présents en région. Le profil régional n'est donc pas moins qualifié : il associe un noyau majoritaire de cadres à une base de fonctions intermédiaires et de support légèrement plus large.

Part des cadres parmi les salariés en 2025



Sources : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, recensement 2023, emploi par catégorie socioprofessionnelle.

Des contrats stables proposés

Avec 86,9 % de CDI, la branche des bureaux d'études techniques offre en région Sud un socle d'emploi particulièrement stable : près de neuf salariés sur dix disposent d'un contrat durable.

Cette proportion n'est inférieure que de 1,1 point à celle de la branche au niveau national et dépasse d'environ 2 points la part des CDI et titulaires parmi l'ensemble des salariés régionaux en 2023. Dans le même temps, l'apprentissage occupe une place particulièrement affirmée : il représente 4,9 % des contrats, soit 0,5 point de plus que dans la branche en France et 1,2 point de plus que dans l'ensemble de l'emploi salarié privé régional à la fin de 2023, où sa part atteint 3,9 %.

Les organismes de formation dans la région connaissent une part de CDI nettement inférieure en raison d'un taux de CDD élevé (16,7 %) ainsi qu'un recours important à l'apprentissage (9,1 %). La Région conjugue ainsi stabilité des parcours et accueil des apprentis, deux leviers complémentaires pour consolider et renouveler les compétences.

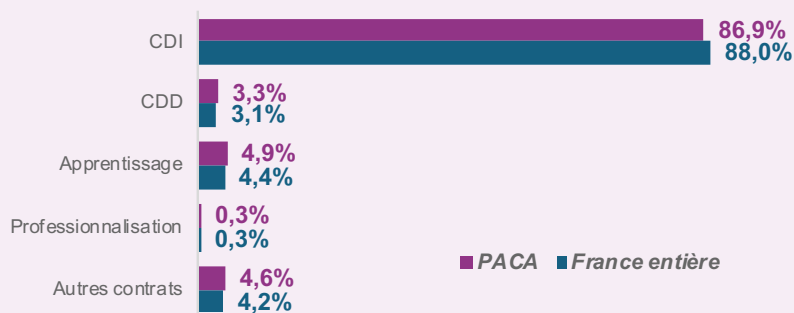
86,9 %

de CDI : près de neuf salariés sur dix disposent d'un contrat durable

4,9 %

d'apprentis, soit 1,2 point de plus que dans l'emploi salarié privé régional

Répartition des salariés par type de contrat en 2025 — bureaux d'études techniques



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, RP2023, condition d'emploi ; Insee, « Entre 2018 et 2023, le nombre d'apprentis a presque triplé », données fin 2023. Comparaisons régionales indicatives, les millésimes et les champs n'étant pas strictement identiques.

Le temps complet, une norme bien plus affirmée que dans l'économie régionale

Le temps complet concerne 92,4 % des salariés de la branche des bureaux d'études techniques en région Sud.

Il dépasse ainsi de plus de 8 points le niveau observé dans l'ensemble de l'économie régionale en 2023, où 84,3 % des emplois sont exercés à temps complet.

Le fait que la PACA et la France entière présentent presque la même structure tous secteurs confondus (84,3 % contre 84,4 %) confirme que cet avantage de situations d'emploi tient bien au profil de la branche. Le taux régional reste toutefois légèrement inférieur à celui de son équivalent national, 93,7 %, mais l'écart demeure limité à 1,3 point. Chez les organismes de formation, un salarié sur cinq est au temps partiel. La branche se distingue donc très nettement par des emplois offrant une quotité de travail pleine et régulière, tout en conservant en région une marge de flexibilité un peu plus importante qu'au niveau national.

Répartition des salariés selon le temps de travail en 2025



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, recensement de la population 2023.

Des fins de contrats souvent liées à un départ à la retraite

Les démissions demeurent le premier motif de sortie de CDI en région Sud, à 39,6 %, devant les ruptures conventionnelles, à 29,9 %.

L'écart porte principalement sur les départs à la retraite : ils représentent 18,9 % des sorties régionales, contre 13,6 % au niveau national, soit 5,3 points de plus.

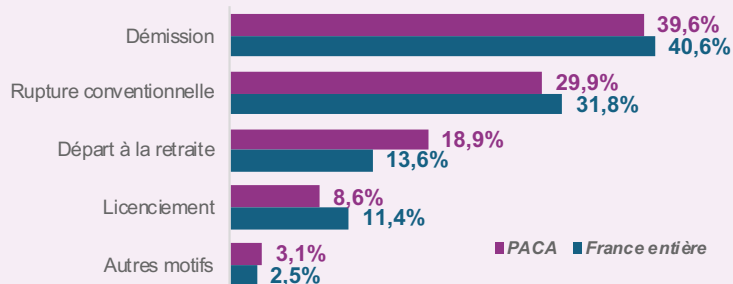
La structure d'âge un peu plus avancée de la branche en PACA contribue à ce résultat, mais l'écart de poids des 55 ans ou plus avec la France est inférieur à 2,5 points et ne l'explique donc pas entièrement. Sans mesurer directement l'ancienneté, ce profil fait apparaître des fins de carrière qui se concluent plus souvent par un départ à la retraite, ce qui est cohérent avec une continuité d'emploi jusqu'aux âges de sortie d'activité.

La rupture conventionnelle reste par ailleurs une caractéristique importante de la branche, autour de 30 % dans les deux périmètres.

+ 5,3 pts

de départs à la retraite par rapport au niveau national. La structure d'âge un peu plus avancée de la branche en PACA n'explique pas entièrement cet écart : celui du poids des 55 ans ou plus est inférieur à 2,5 points.

Répartition des sorties de CDI par motif — bureaux d'études techniques, 2025



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, IDCC 1486, portraits PACA et national.

Dans les bureaux d'études techniques, un positionnement salarial nettement supérieur aux pratiques moyennes de la région

Les rémunérations au sein des bureaux d'études techniques représentent un levier d'attractivité des emplois proposés en région Sud.

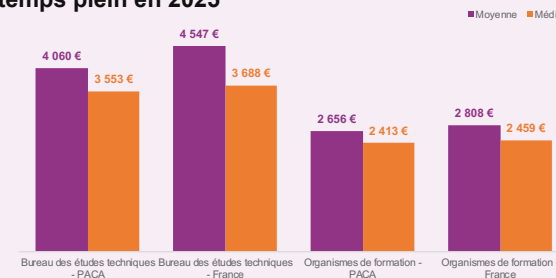
Avec un salaire brut mensuel de 4 060 € en moyenne et de 3 553 € en médiane, elles restent en retrait des niveaux observés dans la branche à l'échelle nationale (l'IDF tirant la moyenne vers le haut), mais sans faire apparaître de véritable décrochage, notamment au regard de la proximité des salaires médians.

Surtout, ce léger écart national n'efface pas l'avantage offert aux actifs de la région : à titre de repère, et malgré la différence de millésime, le salaire moyen des bureaux d'études en PACA est supérieur à la moyenne de l'ensemble du secteur privé français, qui s'établissait à 3 613 € bruts par mois en 2023. **La branche constitue ainsi un véritable levier d'accès local à des emplois qualifiés, à forte valeur ajoutée et particulièrement rémunérateurs.**

Dans les organismes de formation, les rémunérations sont plus modestes, mais restent presque alignées sur les références nationales de la branche, en particulier à la médiane.

Au-delà des faibles écarts territoriaux, le constat d'ensemble est donc favorable : ces deux activités offrent en PACA des perspectives salariales solides et permettent aux salariés régionaux d'accéder à des conditions de rémunération compétitives, y compris au regard des niveaux généralement observés sur le marché du travail national.

Rémunération brute mensuelle moyenne et médiane en équivalent temps plein en 2025



Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, portraits PACA et national des IDCC 1486 et 1516 ; Insee, Bases Salariés 2022, T405, salaires bruts en EOTF.

En 2025, une contraction sur le marché de l’emploi dans ces secteurs en région Sud, mais trois fois moins marquée qu’au niveau national

La région Sud n’échappe pas au ralentissement de 2025, mais elle l’absorbe nettement mieux qu’au niveau national.

Les 17 029 entrées de la filière ne compensent pas entièrement les 17 960 sorties, ce qui conduit à un solde de – 931 salariés, soit un peu moins de 1 % des effectifs régionaux de la filière. À l’échelle nationale, le solde atteint – 32 552 personnes, soit environ 3 % des effectifs. Rapporté à la taille des branches, l’ajustement régional est donc près de trois fois plus contenu. Ces pourcentages ne correspondent toutefois pas à des taux de baisse de l’emploi total : ils concernent uniquement le solde des mouvements en CDI. Les évolutions des effectifs en CDD et sous d’autres contrats peuvent en compenser une partie. Ces résultats peuvent ainsi s’inscrire dans une recomposition de l’emploi entre les différents types de contrats, sans suffire à conclure à une diminution globale des effectifs ou à un ralentissement de l’activité.

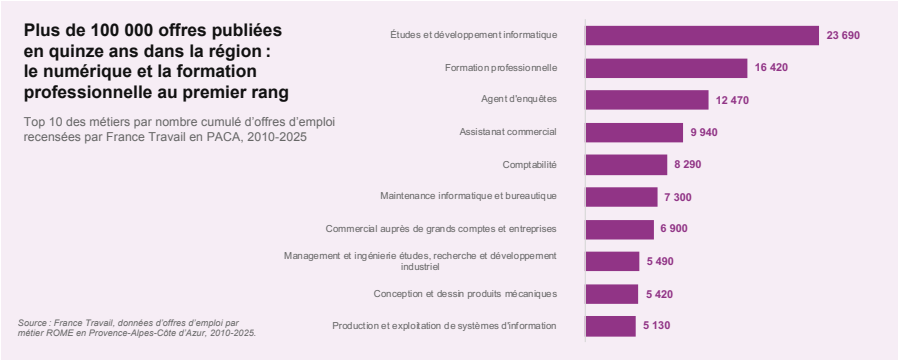
Périmètre	Entrées	Sorties	Solde net	Poids du solde
Provence-Alpes-Côte d’Azur	17 029	17 960	– 931	un peu moins de – 1 % des effectifs
France entière	231 138	263 690	– 32 552	environ – 3 % des effectifs

Source : Agirc-Arrco, exercice 2025, IDCC 1486, portraits PACA et national

Une branche aux nombreux recrutements numériques et techniques, malgré un ralentissement en 2025

Le classement met surtout en évidence la place structurante de l’informatique dans les recrutements régionaux. **Trois métiers numériques figurent parmi les dix premiers** : les études et le développement informatique, la maintenance informatique et bureautique, ainsi que la production et l’exploitation de systèmes d’information. Ensemble, **ils cumulent 36 120 offres**, soit plus d’un tiers des 101 050 publications recensées dans le top 10. À lui seul, le métier des études et du développement informatique arrive très largement en tête avec 23 690 offres sur la période 2010-2025, devant la formation professionnelle.

Cette première place prend une dimension encore plus forte lorsqu’elle est rapportée à l’ensemble du marché régional correspondant. Les entreprises des branches étudiées concentrent près des deux tiers de toutes les offres régionales relevant des études et du développement informatique. Autrement dit, la branche ne constitue pas seulement un débouché parmi d’autres pour ces compétences : elle apparaît comme l’un des principaux moteurs du recrutement informatique en région Sud et donc **l’acteur principal soutenant la transition numérique de la région**. La configuration est différente dans l’ingénierie. Le métier du management et de l’ingénierie des études, de la recherche et du développement industriel totalise 5 490 offres, dont environ un tiers relèverait de la branche. Ce poids demeure important, mais il montre que les besoins en ingénierie sont plus largement répartis entre les bureaux d’études techniques et les autres composantes de l’écosystème industriel régional. Le numérique apparaît ainsi très fortement concentré au sein de la branche, tandis que l’ingénierie exerce une influence plus diffuse, au service d’un ensemble plus large d’activités productives.

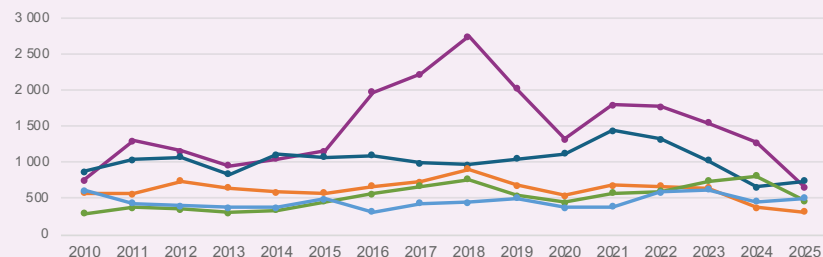


Le développement informatique reste un pilier, la formation professionnelle et la maintenance informatique amortissent le ralentissement

Le repli de 2025 est particulièrement visible dans le développement informatique, avec 660 offres contre 1270 en 2024 et un pic à 2740 en 2018.

Cette baisse ne remet toutefois pas en cause son rôle de pilier : sur quinze ans, le métier reste de très loin le premier pourvoyeur d'offres du classement. Surtout, la branche ne repose pas sur un moteur unique. La formation professionnelle maintient une demande de fond, le plus souvent proche de 1 000 offres par an sur la période, avec un pic à 1 440 en 2021 ; elle remonte à 740 offres en 2025 après 660 en 2024. La maintenance informatique progresse elle aussi, de 460 à 510 offres. Ces deux trajectoires amortissent le recul du développement et illustrent une diversité de besoins régionaux. Le ralentissement doit enfin être replacé dans un contexte national où le volume d'offres diffusées par France Travail diminue de 15,9 % en 2025 : il dépasse donc largement le seul périmètre de la branche ou de la région.

Évolution des offres d'emploi des cinq métiers les plus demandés en 2025 en PACA, 2010-2025



Source : France Travail, données d'offres d'emploi par métier ROME en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2010-2025 ; France Travail, offres diffusées en 2025.

L'ingénierie conserve une demande de fond malgré une année 2025 plus sélective

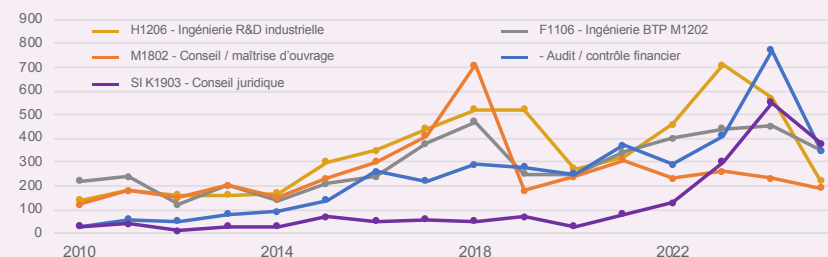
Les métiers d'ingénierie ont connu une nette progression sur la période, même si 2025 marque une pause nette.

L'ingénierie du BTP enregistre 350 offres en 2025 : ce niveau est inférieur aux 450 offres de 2024, mais demeure supérieur aux 220 offres observées en 2010.

L'ingénierie de recherche et développement industrielle a connu une accélération encore plus marquée, passant d'environ 150 à 300 offres au début des années 2010 à 710 en 2023, puis 570 en 2024, avant de retomber à 220 en 2025.

La dernière année traduit donc un marché devenu plus sélectif, sans effacer le renforcement structurel de la demande technique intervenu depuis le milieu des années 2010. Dans un contexte national de recul généralisé des offres, cette profondeur historique confirme que l'ingénierie reste l'un des appuis durables de l'économie régionale.

Évolution des offres d'emploi des métiers classés du 6e au 10e rang en 2025 en PACA, 2010-2025



Source : France Travail, données d'offres d'emploi par métier ROME en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2010-2025 ; France Travail, offres diffusées en 2025.

En 2024, les compétences numériques sont nettement plus recherchées en PACA qu'au niveau national

Une tension plus élevée qu'en France sur les quatre principaux métiers numériques

Sur les principaux métiers numériques représentés, la région Sud affiche en 2024 une tension au recrutement nettement supérieure à la moyenne nationale.

L'indicateur atteint 1,08 pour les ingénieurs de R&D informatique et télécom, 0,99 pour les experts et consultants en systèmes d'information, 0,81 pour les techniciens de maintenance et 0,72 pour les techniciens de développement, contre respectivement 0,70, 0,72, 0,33 et 0,39 en France.

Les écarts ne sont pas uniformes : les techniciens d'études et de R&D ainsi que les fonctions d'études socio-économiques sont moins tendus en région. Cette sélectivité montre que les professionnels qui conçoivent, déploient et maintiennent les systèmes numériques restent recherchés, mais difficiles à recruter dans la région. Selon le Carif-Oref, les difficultés de recrutement dans l'informatique et les télécommunications tiennent surtout au besoin de formations spécifiques et au manque de main-d'œuvre. Elles s'expliquent moins par l'instabilité des emplois ou par de mauvaises conditions de travail. Le secteur pourrait donc se développer davantage, mais le nombre de professionnels disponibles ne suffit pas à répondre aux besoins des entreprises.

➔ Voir infographie sur l'indicateur synthétique de tension par métier en 2024, p.67

Une tension durable sur le numérique

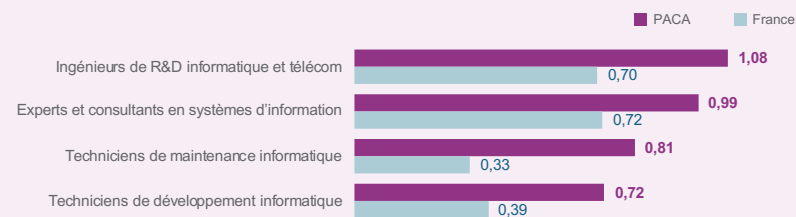
Les pics de 2018 (≈ 2,1 pour les ingénieurs de R&D et les experts ; 4,32 pour la production et la maintenance des SI) ont reflué. La tension reste positive sur la quasi-totalité de la période pour les ingénieurs et les experts : un besoin récurrent de compétences, au-delà des pointes conjoncturelles.

➔ Voir infographie Évolution de l'indicateur de tension par métier en PACA, 2011-2024, p.67

Lecture de l'indicateur

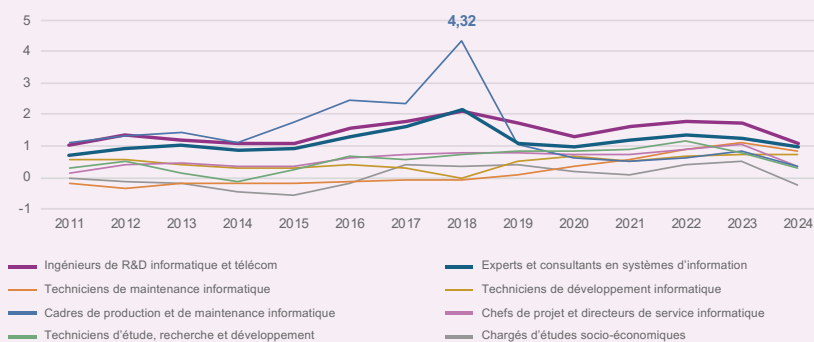
Construit par la Dares et France Travail, l'indicateur combine les difficultés de recrutement anticipées, le rapport entre offres et demandeurs d'emploi et la facilité de retour à l'emploi. Plus sa valeur est élevée, plus la tension est forte. Six indicateurs complémentaires éclairent les facteurs possibles, sans établir de lien causal.

Indicateur synthétique de tension par métier en 2024



Source : Dares et France Travail, « Les tensions sur le marché du travail en 2024 », FAP 228.

Évolution de l'indicateur de tension par métier en PACA, 2011-2024



Sources : Dares et France Travail, « Les tensions sur le marché du travail en 2024 », indicateur synthétique de tension, FAP 228 ; Carif-Oref Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2026. Données complètes conservées dans les graphiques et les notes.

Numérique

Bureaux d'études techniques — IDCC 1486

35 800

salariés, soit 40 % des salariés
des bureaux d'études techniques



2 400

entreprises

24,8 %

des établissements
de la branche en région,
contre 28,8 % en France



2 900

établissements

71,3 %

d'établissements
de 1 à 10 postes, contre
70,4 % en France

Dynamique

Premier employeur de la branche en région, mais des emplois très fortement polarisés : les arrondissements d'Aix-en-Provence et de Grasse en concentrent plus des deux tiers. Le numérique est proportionnellement moins représenté qu'en France entière en nombre d'établissements.

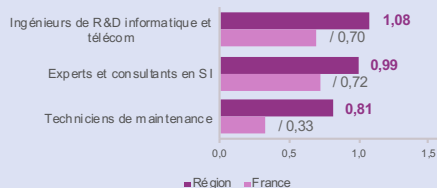
Enjeu du secteur

Les entreprises des branches étudiées concentrent près des deux tiers de toutes les offres régionales relevant des études et du développement informatique.

Métiers recherchés

- Études et développement informatique — 23 690 offres 2010-2025, 660 en 2025
- Maintenance informatique et bureautique — 510 offres en 2025
- Production et exploitation de systèmes d'information

TENSION AU RECRUTEMENT 2024



Ingénierie

Bureaux d'études techniques — IDCC 1486

31 550

salariés, soit 35 % des salariés
des bureaux d'études techniques



2 650

entreprises,
1er sous-secteur régional

28,6 %

des établissements
de la branche en région,
contre 23,7 % en France



3 350

établissements

69,5 %

d'établissements
de 1 à 10 postes, contre
68,8 % en France

Dynamique

L'ingénierie constitue le premier sous-secteur régional en nombre d'entreprises et d'établissements. Ces écarts de +5,9 points pour les entreprises et de +4,9 points pour les établissements forment la principale spécificité du tissu régional. Elle apparaît comme l'activité principale dans la majorité des arrondissements : sa présence est diffuse sur tout le territoire.

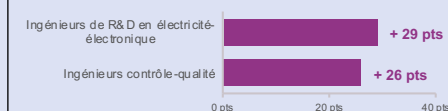
Enjeu du secteur

Environ un tiers seulement des offres d'ingénierie industrielle relève de la branche : les besoins se diffusent plus largement dans l'écosystème industriel régional.

Métiers recherchés

- Management et ingénierie des études, recherche et développement industriel — 5 490 offres 2010-2025, 220 en 2025
- Ingénierie du BTP — 350 offres en 2025, contre 450 en 2024
- Ingénieurs de R&D en électricité-électronique

ÉCARTS DE CROISSANCE 2018-2023



Écart PACA / France. Fait écho aux 3 % de croissance annuelle du secteur électrique-électronique de la métallurgie régionale.

Conseil et études

Bureaux d'études techniques — IDCC 1486

10 812

salariés, soit 12 % des salariés
des bureaux d'études techniques



2 485

entreprises

25,2 %

des établissements
de la branche en région,
contre 27,5 % en France



2 960

établissements

89,2 %

d'établissements
de 1 à 10 postes, contre
85,2 % en France

Dynamique

Le conseil et les études pèsent moins qu'au niveau national. C'est le sous-secteur le plus atomisé en région : 89,2 % des établissements comptent 1 à 10 postes, contre 85,2 % en France. Il ressort comme spécialisation locale dans plusieurs pôles du littoral, notamment autour de Nice, Marseille, Toulon et Draguignan.

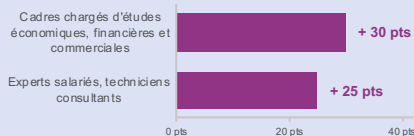
Enjeu du secteur

Les cadres chargés d'études économiques, financières et commerciales affichent le plus fort écart de croissance avec la tendance nationale, à + 30 points.

Métiers recherchés

- Conseil juridique — 380 offres en 2025
- Cadres chargés d'études économiques, financières et commerciales
- Experts salariés et techniciens consultants

ÉCARTS DE CROISSANCE 2018-2023



Écart PACA / France, en points.

Métiers de l'événement

Bureaux d'études techniques — IDCC 1486

1 000

salariés, soit 1 % des salariés
des bureaux d'études techniques



150

entreprises

1,3 %

des établissements
de la branche en région



178

établissements

88,3 %

d'établissements
de 1 à 10 postes, contre
83,8 % en France

Dynamique

Les métiers de l'événement restent très minoritaires sur les deux périmètres considérés, régional et national. Le sous-secteur partage avec le conseil et les études une surreprésentation des très petites unités en région.

Précaution de lecture

Avec 996 salariés, les volumes du sous-secteur sont trop faibles pour supporter une analyse fine par métier ou par territoire. Les indicateurs ci-dessus sont donnés à titre de cadrage.

Formation professionnelle

Organismes de formation — IDCC 1516

8 250

salariés, soit 0,4 % des emplois
salariés régionaux



1 300

entreprises

8,7 %

des salariés nationaux
de la branche



1 600

établissements

0,8 %

des établissements
employeurs régionaux,
contre 0,7 % en France

Dynamique

La spécificité régionale tient davantage à la formation professionnelle, légèrement surreprésentée, qu'aux bureaux d'études techniques. Les effectifs progressent de 32,1 % entre 2018 et 2025, contre 17,1 % en France, soit près du double. Après un point haut en 2022, ils reculent toutefois pour la troisième année consécutive. L'implantation est sensiblement plus diffuse que celle des BET et accompagne davantage les bassins de vie de l'intérieur.

Métiers recherchés

- Formation professionnelle — 16 420 offres 2010-2025, 740 en 2025
- Cadres spécialistes de la formation professionnelle — écart de croissance de + 15,5 points
- Formateurs et animateurs de formation continue — + 14,5 points

Enjeu du secteur

La formation professionnelle est le deuxième métier du top 10 régional des offres d'emploi et le seul, avec la maintenance informatique, à rebondir en 2025.

Profil de la branche

Femmes → 64,1 %
ETP rapportés aux effectifs → 62,7 %
Taux de création d'établissements → 6,2 %
Taux de création en France → 6,9 %

Le temps partiel est plus structurel que dans les bureaux d'études techniques.

Traduction

Bureaux d'études techniques — IDCC 1486



14

entreprises

85

salariés



16

établissements

Avec 14 entreprises, 16 établissements et 85 salariés, la traduction reste très minoritaire au sein de la branche des bureaux d'études techniques, en région comme au niveau national.

Les volumes ne permettent ni analyse territoriale, ni lecture par métier : le sous-secteur est signalé ici pour la complétude du périmètre conventionnel.

En synthèse

Deux sous-secteurs portent les trois quarts des effectifs de la branche : le numérique, concentré sur deux arrondissements, et l'ingénierie, diffuse sur tout le territoire. Les trois autres relèvent d'ordres de grandeur beaucoup plus faibles.

03

Messages clés à retenir

01 Le poids économique des métiers Syntec en Région Sud

7,96 Md€

de valeur ajoutée dans
les bureaux d'études techniques
et la formation professionnelle
en région PACA

soit
≈ 8 %

de la valeur ajoutée de l'ensemble
des entreprises du territoire

Le premier message à retenir est celui d'une filière économique de premier plan, particulièrement bien implantée dans le tissu régional. Les structures du périmètre Syntec représentent environ 13 300 établissements et 98 000 salariés en Région Sud, soit 7,7 % des établissements et 6,6 % des salariés activités marchandes de la région.

Leur poids peut être mis en perspective avec celui de secteurs traditionnellement identifiés comme structurants. Par le nombre d'établissements, les métiers Syntec dépassent l'industrie : 13 300 établissements, contre environ 10 300 pour l'industrie.

Par le volume d'emplois, ils se rapprochent de la construction : 98 000 salariés, contre environ 115 000, tout en comptant sensiblement moins d'établissements ; l'industrie reste davantage concentrée en emplois, avec environ 170 000 salariés.

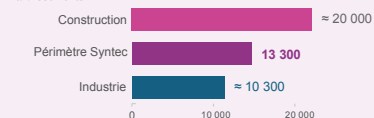
À retenir

Ces comparaisons permettent de présenter la filière Syntec non comme un ensemble de métiers de niche, mais comme l'une des grandes composantes de l'économie régionale au même titre que des secteurs majeurs de l'économie régionale.

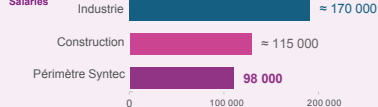
L'un des trois piliers du tissu économique régional

Établissements et salariés en Région Sud, ordres de grandeur comparés

Établissements



Salariés



Sources : Agirc-Arrco, exercice 2025, IDCC 1486 et 1516 ; ordres de grandeur régionaux de l'industrie et de la construction

02 Les métiers qui tirent la croissance

Entre 2018 et 2025, les effectifs Syntec ont progressé de 38 % en Région Sud, contre environ 11 % pour l'emploi régional dans son ensemble.

Cette progression représente près de 27 000 créations nettes d'emplois en sept ans. Il s'agit probablement de l'un des messages les plus forts de l'étude : les effectifs Syntec ont augmenté à un rythme plus de trois fois supérieur à celui de l'ensemble de l'économie régionale. La présence des chefs d'entreprise de services peut sembler surprenante.

Elle est toutefois cohérente avec l'évolution de la structure du secteur : la tranche des entreprises de 10 à 49 salariés gagne près de deux points dans les filières Syntec régionales sur la période. Par rapport à la dynamique nationale de la branche, la Région Sud se distingue également par la progression des cadres chargés d'études économiques, financières et commerciales, des ingénieurs de recherche et développement en électricité-électronique, des fonctions administratives supports, des ingénieurs du contrôle-qualité et des experts ou consultants.

27 000

créations nettes d'emplois en sept ans,
à un rythme trois fois supérieur
à celui de l'économie régionale

LES CINQ CATÉGORIES DE MÉTIERS AYANT CONNU LES PLUS FORTES PROGRESSIONS

1

Les ingénieurs
du contrôle-qualité

2

Les chefs d'entreprise de services
employant de 10 à 49 salariés

3

Les ingénieurs de recherche
et développement des
industries de transformation

4

Les experts salariés et
techniciens consultants

5

Les cadres chargés d'études
économiques, financières
et commerciales

Une dynamique parallèle à celle de l'industrie régionale

La progression des ingénieurs spécialisés en électricité et électronique fait notamment écho à celle du secteur électrique-électronique de la métallurgie en Région Sud, qui a enregistré environ 3 % de croissance annuelle sur la période.

Cette évolution parallèle illustre la proximité entre le développement de l'industrie régionale et celui des activités d'ingénierie et d'expertise qui l'accompagnent.

À retenir

La croissance ne se disperse pas : elle se concentre sur le contrôle-qualité, la R&D, le conseil et les études, et s'accompagne d'une structuration des entreprises de taille intermédiaire.



+ 29 pts

d'écart de croissance avec la France pour les ingénieurs de R&D en électricité-électronique



≈ 3 %

de croissance annuelle du secteur électrique-électronique de la métallurgie régionale

03

Les compétences qui façonneront l'économie de demain

Les données font apparaître un marché de l'emploi qui s'est récemment détendu, mais sur lequel les difficultés de recrutement restent élevées pour plusieurs compétences stratégiques.

Sur les dix métiers analysés dans l'étude, France Travail a recensé environ 4 200 offres d'emploi en Région Sud en 2025. Les volumes se sont néanmoins contractés en 2025 pour plusieurs métiers après des niveaux plus élevés en 2023 et 2024. À titre d'exemple, le nombre d'offres en développement informatique est passé de 1 270 en 2024 à 660 en 2025. Dans l'ingénierie de recherche et développement industrielle, il est passé de 570 à 220. À l'inverse, les offres liées à la formation professionnelle ont légèrement rebondi, de 660 à 740, tout comme celles de la maintenance informatique, de 460 à 510.

Offres 2024 puis 2025

Développement informatique **1270 → 660**

Ingénierie de R&D industrielle **570 → 220**

Formation professionnelle **660 → 740**

Maintenance informatique **460 → 510**



≈ 4 200

offres en 2025 sur les dix métiers analysés

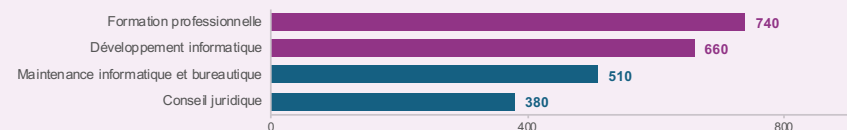
101 000

offres cumulées entre 2010 et 2025

23 690

pour le développement informatique, devant la formation professionnelle à 16 420

Volumes d'offres les plus importants en 2025



Source : France Travail, offres d'emploi par métier ROME en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2010-2025.

Des projets de recrutement encore plus difficiles en Région Sud

La tension est donc particulièrement forte sur les profils capables de concevoir, piloter et maintenir les systèmes numériques.

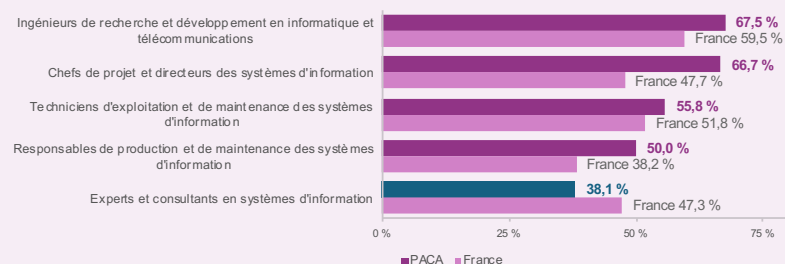
Le principal enseignement est celui d'un marché qui devient plus sélectif : les tensions générales diminuent par rapport à 2024, mais les pénuries persistent sur les compétences numériques et techniques les plus stratégiques.



+ 11,8 pts

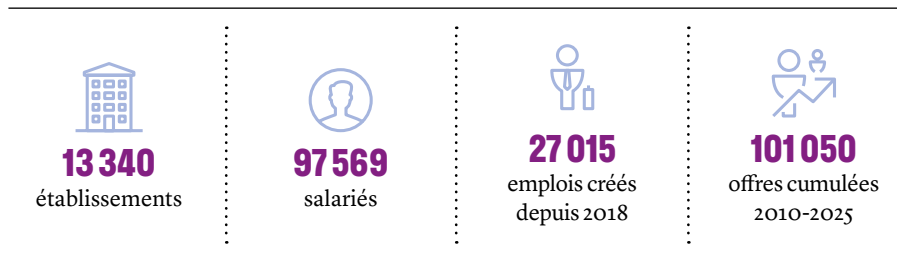
d'écart entre la région et la France pour les projets de recrutement jugés difficiles de responsables de production et de maintenance des systèmes d'information (50,0 % contre 38,2 %)

Part des projets de recrutement jugés difficiles en 2026, région et France



Source : enquête sur les besoins en main-d'œuvre 2026, chiffres cités dans le rapport source. Le dernier métier est le seul des cinq à être moins tendu en région qu'en France.

Les métiers Syntec, un socle stratégique pour la Région Sud



Avec 13 340 établissements et 97 569 salariés, les bureaux d'études techniques et les organismes de formation constituent un secteur à part entière de l'économie régionale. Leur nombre d'établissements dépasse celui de l'industrie et leur volume d'emplois se rapproche de celui de la construction. Les métiers Syntec ne forment donc pas un ensemble d'activités de niche : ils représentent un véritable tertiaire productif, qui apporte aux entreprises et aux territoires des capacités de conception, d'ingénierie, de transformation numérique, de conseil et de formation professionnelle.

Cette place s'est fortement consolidée au cours des dernières années. Entre 2018 et 2025, les deux branches ont gagné 27 015 emplois, soit une progression d'environ 38 %, contre près de 11 % pour l'emploi régional dans son ensemble.

Cette croissance, plus de trois fois supérieure au rythme régional, montre que les métiers Syntec accompagnent directement les transformations économiques et technologiques de la Région Sud. Le numérique et l'ingénierie en constituent les deux principaux piliers, avec respectivement 40 % et 35 % des salariés des bureaux d'études techniques. La contribution de la branche tient également à la qualité des emplois proposés. Les cadres représentent 64,3 % des salariés, contre 19,3 % dans l'ensemble de l'emploi régional. Les contrats sont très majoritairement durables, avec 86,9 % de CDI, et 92,4 % des emplois sont exercés à temps complet. Dans les bureaux d'études techniques, la rémunération brute mensuelle atteint 4 060 euros en moyenne et 3 553 euros en médiane. La branche offre ainsi à la région un important socle d'emplois qualifiés, stables et à forte valeur ajoutée.

Les besoins de recrutement confirment ce rôle structurant. Les dix métiers les plus présents dans les offres cumulent 101 050 publications entre 2010 et 2025. Les études et le développement informatique arrivent très nettement en tête avec 23 690 offres, devant la formation professionnelle. La branche apparaît ainsi comme l'un des principaux débouchés régionaux pour les compétences numériques, tandis que ses besoins en ingénierie se diffusent plus largement dans l'écosystème industriel.

Au même titre que l'industrie, la construction ou le tourisme, les métiers Syntec sont donc pleinement intégrés au fonctionnement de l'économie régionale. Leur production est souvent moins visible parce qu'elle repose sur l'expertise, la connaissance et les compétences, mais elle est indispensable à la réussite des projets industriels, numériques, écologiques et territoriaux.

L'enjeu

Leur principal enjeu réside désormais dans la capacité de la Région Sud à former, attirer et fidéliser les talents nécessaires à la poursuite de cette dynamique.

FÉDÉRATION SYNTEC

22 rue Joubert

75009 Paris

☎ 01 44 30 49 00

✉ contact@syntec.fr

🌐 Fédération Syntec

OLECIO

13 rue Mademoiselle

75015 Paris

www.olecio.com

DESIGN GRAPHIQUE

Marge Design

En synthèse...

+ 38 %

de croissance des effectifs
entre 2018 et 2025, contre près
de 11% pour l'emploi régional

98 000

salariés

13 340

établissements

+ 27 000

emplois créés en sept ans

7,96 Md€

de valeur ajoutée dans
les bureaux d'études techniques
et la formation professionnelle

64,3 %

de cadres, contre 19,3%
dans l'emploi régional